**PROCÈS-VERBAL
DU COMITÉ TECHNIQUE MINISTÉRIEL
DU 14 NOVEMBRE 2014**

Sont présents au titre de l'administration :

- M. Christopher MILES
- M. François ROMANEIX
- Mme Claire CHERIE
- M. Christophe CASTELL
- Mme Patricia STIBBE
- M. Vincent BERJOT
- M. Alexis MANOUVRIER
- Mme Isabelle MARECHAL
- M. Dominique PONSARD
- Mme Valérie GAYE
- M. Antoine-Laurent FIGUIERE
- Mme Véronique ASTIEN
- Mme Marine THYSS
- Mme Estelle DENIS
- Mme Mélanie PILON
- Mme Anne-Claire RICHARD
- Mme Céline DANIEL

Sont présents au titre des représentants du personnel :

Au titre de la CFDT-Culture :

- Mme Michèle DUCRET
- Mme Cécilia RAPINE
- M. Nicolas PAYRAUD
- Mme Anne-Claire ROCTON (suppléante)
- Mme Isabelle LAZZARINI (suppléante)

Au titre du SNAC-FSU :

- M. Frédéric MAGUET

Au titre de SUD-Culture Solidaires :

- M. Tahar BEN REDJEB
- Mme Sophie AGUIRRÉ
- Mme Caroline CLIQUET (suppléante)

Au titre du SNAC-FO :

Non représenté.

Au titre de l'UNSA :

- M. Jean CHAPELLON (suppléant)

Au titre de la CGT-Culture :

- Mme Valérie RENAULT
- M. Franck GUILLAUMET
- Mme Sophie MEREAU
- M. Vincent KRIER
- Mme Dominique FOURNIER (suppléante)
- M. Christophe UNGER (suppléant)
- M. Wladimir SUSANJ (suppléant)

Experts au titre des organisations syndicales :

Au titre de la CFDT-Culture

- M. Jean-Pierre SASTRE
- M. Romain CORMIER
- Mme Marie-Cécile RENAULT-HAURAY
- Mme Catherine GOURDAIN

Au titre du SNAC-FSU

- M. Benoît ODE
- M. Jean-François BESANCON

Au titre de SUD-Culture solidaires

- M. Boris RATEL
- M. Damien PHILIPIDHIS

Ordre du jour

1. Tableau de suivi des précédents comités techniques ministériel (pour information) ;
2. Conséquences sur les missions des DRAC des 4 mesures de simplification dévoilées par le président de la république et point d'information sur la revue des missions (pour information).
3. Projet de décret modifiant le décret n° 2007-1781 du 17 décembre 2007 portant délégation de pouvoir au président de la Bibliothèque nationale de France en matière de gestion de personnels relevant de divers corps de fonctionnaires (pour avis) et projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 17 décembre 2004 portant délégation de pouvoir en matière de gestion des personnels des corps des catégories A, B et C au président de la BNF (pour information) ;
4. Présentation du bilan formation professionnelle 2013 (pour avis) ;
5. Présentation des grands axes d'une méthode de Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences (pour information)
 - Intervention de Monsieur Chantepie - présentation du rapport Culture & Médias 2020
 - Présentation des axes de travail pour la mise en place d'une GPEEC au ministère chargé de la culture et de la communication.

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de Christopher MILES.

Après avoir procédé à l'appel des présents, le Président constate que le quorum est atteint.

Au titre du syndicat SNAC-FSU, Frédéric MAGUET est désigné secrétaire adjoint de séance.

M. Christopher MILES présente l'ordre du jour et précise que le syndicat SUD souhaite aborder deux questions diverses. La première porte sur les conventions passées par l'INRAP. La seconde concerne le statut, la gouvernance et l'évolution des personnels de la Philharmonie de Paris.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) souhaite qu'un point soit réalisé sur la politique immobilière ministérielle.

Pour **M. Christopher MILES**, il semble difficile d'aborder ce point en question diverse.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) demande également un point sur les conférenciers RMN et le droit communautaire.

M. Christopher MILES répond qu'il est complexe de traiter un point aussi technique, alors qu'il a été soumis le jour même du comité.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) fait observer que c'est le principe des questions diverses. Elle souligne à ce sujet que les représentants du personnel attendent toujours une réponse à propos du remboursement des agents effectuant un déplacement entre Toulouse à Paris.

M. Christopher MILES déclare que le sujet sera abordé au cours du CTM.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) indique qu'une troisième question diverse porte sur les annales et les corrigés des examens et concours du Ministère de la Culture. Enfin, elle souhaite un point sur la nouvelle publication du décret n°86-83, concernant les agents contractuels, ainsi que sur le projet de loi de finances rectificative.

M. Christopher MILES souligne qu'il ne peut accepter de traiter en points divers des questions aussi importantes. Il demande une suspension de séance.

M. Franck GUILLAUMET invite M. Christopher MILES à observer une réflexion sur la question du dialogue social ainsi que sur ce qu'il nomme des « politiques de contenu. »

La séance est suspendue durant quelques minutes.

M. Christopher MILES maintient sa position, notamment par respect des organisations syndicales qui ont pris le temps de transmettre leurs questions en amont, pour lesquelles une préparation a pu être réalisée et des experts ont pu être convoqués. En revanche, il est disposé à présenter un point sur la politique immobilière du Ministère. Il assure qu'il ne sera pas en mesure de traiter les autres questions de manière suffisamment documentée. Il propose de les aborder lors d'un prochain comité technique, voire avant si nécessaire.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) explique l'importance de la question concernant les annales et les corrigés des examens et concours. Le Ministère de la Culture est actuellement le seul ministère qui ne propose pas de tels documents, ce qui est préjudiciable pour le personnel. S'il est question d'un manque de moyens, par exemple, il convient donc d'en discuter.

M. Christopher MILES reconnaît qu'il s'agit d'une question essentielle. C'est la raison pour laquelle son traitement doit être mieux préparé.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) précise qu'un problème informatique est à l'origine de la non-transmission de ses questions avant la séance. Elle répète que des questions écrites posées lors du dernier comité n'ont toujours pas obtenu de réponse. Elle considère que si l'administration n'est pas en mesure de traiter les questions et de proposer un point sur le nouveau décret, il s'agit d'un problème de fond, étant précisé que ledit décret est plus protecteur pour les agents, mais que ces derniers pensent qu'il s'ensuivra de licenciements.

M. Christopher MILES assure qu'une communication a déjà été prévue à propos du décret, qui a été publié la semaine précédente. Il affirme qu'il ne traitera pas les questions diverses exposées et demande à passer à l'examen du point du jour.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) souhaite effectuer une intervention liminaire. Elle rappelle que Mme la ministre, si elle n'est pas en mesure de présider le CTM, doit en informer les représentants du personnel et désigner un représentant. En principe, la présidence du CTM et sa représentation sont attribuées à l'autorité politique. Les représentants du personnel demandent donc que ce soit le cas. Mme Valérie RENAULT fait observer qu'à défaut d'avoir un Directeur de Cabinet, il existe une Directrice de Cabinet adjointe, et qu'il n'appartient pas à l'administration d'assumer la politique que mène le Gouvernement.

M. François ROMANEIX souligne que le décret d'organisation du Ministère permet à Mme la ministre de déléguer la présidence du CTM au secrétaire général en cas d'absence. Cela n'exclut pas la participation de Mme la ministre aux prochains CTM et CHSCT ni la présence du Cabinet aux CTM.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) estime qu'il s'agit là d'une rupture avec l'histoire sociale du Ministère, alors que l'administration représente un gouvernement socialiste de progrès.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) fait part de son inquiétude vis-à-vis de l'envoi du matériel de vote aux entités administratives jugées prioritaires, à savoir les DOM-TOM, le CMN et l'INRAP, qui l'ont reçu aux alentours du 13 novembre. Les conditions de réception du matériel de vote ne sont donc pas jugées satisfaisantes et pénalisent la participation du personnel à l'opération. Mme Valérie RENAULT décrit ensuite les difficultés actuelles sur l'attente de la liste électorale, sa fiabilité ainsi que les modifications dont elle a fait l'objet. A ce jour, le fichier rectifié n'est pas disponible. Il doit pourtant l'être afin que l'ensemble des agents concernés ait bien reçu le matériel de vote le 4 décembre prochain. Mme Valérie RENAULT souligne qu'au sein d'autres ministères, le vote a déjà été organisé.

Mme Marine THYSS rappelle que les organisations syndicales ont été informées de la difficulté à laquelle l'administration était confrontée. Avant le 23 octobre, cette dernière ne disposait ni de l'ensemble des candidatures pour le CTM ni de l'intégralité des professions de foi.

Les 29 et 30 octobre, les organisations syndicales ont consulté Mme Marine THYSS afin de valider les BAT, lesquels ont ensuite été très rapidement imprimés. Il est à noter que la livraison de l'INRAP et du CMN est en cours. Mme Marine THYSS rappelle que le calendrier électoral convenu prévoyait une livraison du matériel aux structures le 21 novembre, au plus tard. Les délais fixés sont par conséquent respectés. Les DOM-TOM recevront le matériel le vendredi 14 novembre ou le lundi 17 novembre.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) insiste sur le fait que Mme Aurélie FILIPPETTI avait assuré que le matériel de vote serait envoyé à l'impression le lendemain du 23 octobre. Il s'était en outre convenu qu'il soit livré en priorité aux trois entités administratives citées, soit au début du mois de novembre. Mme Valérie RENAULT craint que ce retard pénalise fortement le niveau de participation au vote, alors que selon Mme la ministre, ce dernier présentait un fort enjeu. A ce propos, Mme Valérie RENAULT souligne l'absence de déclaration de la part de Mme Fleur PELLERIN à propos des élections.

M. Christopher MILES répète qu'un matériel de vote ne peut être envoyé s'il n'est pas disponible.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) s'étonne que des professions de foi aient été transmises après le 23 octobre, alors que rien ne l'autorisait.

Mme Marine THYSS affirme que la réglementation liée au dépôt des candidatures a été respectée. En revanche, certaines professions de foi ne correspondaient pas au format défini par l'imprimeur.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) déplore le retard pris suite au dépôt des candidatures.

Mme Marine THYSS répète que le CMN et l'INRAP seront livrés ce jour. Les équipes sont mobilisées pour réaliser l'assemblage. L'administration a quant à elle fourni des efforts conséquents pour faciliter le processus.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) ne remet pas en cause ces efforts, mais déplore que les engagements de Mme Aurélie FILIPPETTI n'aient pas été respectés. De plus, elle affirme que les organisations syndicales n'ont jamais été informées des difficultés de l'administration sur ce point.

M. Christophe CASTELL répond qu'au contraire, au travers des réunions hebdomadaires, l'administration est restée transparente sur ces problématiques et sur la mobilisation des équipes. Il rappelle que l'administration doit respecter une obligation de moyens et qu'elle s'est engagée à optimiser, dans la mesure du possible, les marges de manœuvre disponibles par rapport au calendrier fixé par la circulaire. Actuellement, ce dernier est bel et bien respecté.

Mme Sophie MEREAU (CGT-Culture) observe que les organisations syndicales alertent l'administration depuis plusieurs mois, notamment sur les problématiques de délais ainsi que sur la difficulté d'agents qui ne peuvent pas être présents à leur domicile pour recevoir leur matériel de vote. Ces craintes se sont avérées fondées. Elle soutient que les représentants du personnel ont respecté leurs engagements sur la remise des professions de foi, mais qu'ils n'ont guère eu de visibilité par la suite.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) insiste sur le fait qu'il était convenu que l'IN-RAP, le CMN et les DOM-TOM recevraient leur matériel de vote en priorité. Cet engagement n'a pas été tenu puisqu'il semble que le Louvre et la BNF reçoivent leur matériel en même temps que les entités prioritaires. Or les agents de ces dernières font face à des contraintes plus conséquentes ; ils ne peuvent pas nécessairement être à domicile pour réceptionner les documents.

M. Christopher MILES observe que certaines entités ont reçu leur matériel une semaine avant le délai légal, ce qui, en soi, est une bonne performance. Il confirme que les matériels électoraux auraient été envoyés avec trois semaines d'avance aux trois entités définies, comme convenu dans le courrier de Mme Aurélie FILIPPETTI, si les professions de foi et les listes de candidats avaient été intégralement disponibles. Pour des raisons techniques, ce délai n'a pu être respecté. Pour autant, cet envoi a été réalisé avec une semaine d'avance. M. Christopher MILES confirme que le Louvre et la BNF ont également reçu leur matériel électoral puisque cet envoi ne représentait aucune difficulté et que ces établissements représentent une masse de personnel conséquente, ce qui garantit une plus forte participation au scrutin. M. Christopher MILES présente ses excuses pour ne pas avoir été en mesure de concilier les contraintes techniques et celles liées à la réception des candidatures et des professions de foi. L'administration veillera à s'améliorer lors des prochains votes.

M. Franck GUILLAUMET invite M. Christopher MILES à prendre connaissance du courrier envoyé par les syndicats SNAC-FSU et SUD Culture solidaires à Mme Aurélie FILIPPETTI. Il pourra constater que la frontière entre la démocratie et la démocratie sociale n'est pas hermétique.

M. Christopher MILES propose d'aborder le point concernant les listes électorales.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) rappelle que la liste définitive n'est toujours pas disponible.

Mme Marine THYSS annonce que conformément à la réglementation, les listes électorales étaient affichées le 4 novembre. Dans le cadre d'un délai de rectification, l'administration prend en compte les modifications qui lui sont transmises. Les listes modifiées ont été affichées le 12 novembre et seront adressées aux organisations syndicales le 17 novembre au plus tard, le dernier délai pour la réception des modifications.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) justifie la problématique des listes électorales par le morcellement du Ministère à travers ses établissements publics. Les recrutements en deviennent difficiles à suivre et l'administration semble débordée. M. Vincent KRIER déplore que les organisations syndicales n'aient initialement pas été destinataires des listes CTM envoyées à l'ensemble des bureaux de vote. En principe, la totalité des informations se doit en effet d'être partagée. Les organisations syndicales se sont vues dans l'obligation d'alerter l'administration centrale, qui ne leur a fourni qu'une liste expurgée, ne comportant que des noms et des prénoms et ne permettant donc pas de vérifier la bonne affectation de chaque agent. Ce n'est qu'après une semaine qu'elles ont reçu des listes électorales comportant le même niveau d'information que l'administration. M. Vincent KRIER rappelle que si les documents ne comportent pas d'affectations correctes, les agents concernés ne seront pas en mesure de participer au vote.

M. Christopher MILES s'interroge sur le sens des propos de M. Vincent KRIER.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) explique que cette organisation induit une charge de travail conséquente pour les organisations syndicales, qui ne disposent que de quelques jours pour contrôler l'affectation de plusieurs milliers d'agents. Par ailleurs, quelques semaines auparavant, les listes disponibles comportaient 10 % d'erreurs, ce qui aurait pu mener à l'annulation des élections. Fort heureusement, la situation s'est améliorée entre-temps.

Mme Claire CHERIE rappelle que récemment encore, Mme Marine THYSS a rapidement répondu à l'une des demandes de M. Vincent KRIER. Elle considère que l'organisation actuelle du travail avec les organisations syndicales est constructive. Elle est basée sur la confiance ainsi que sur des échanges hebdomadaires et permet d'éviter un certain nombre d'erreurs.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) conteste cette opinion : les organisations syndicales n'ont initialement pas été destinataires des listes électorales, ont par la suite reçu des documents expurgés puis ont été obligées d'insister auprès de l'administration pour obtenir des informations complètes.

Mme Claire CHERIE reconnaît que le processus ne s'est pas déroulé comme cela aurait dû être le cas. En revanche, elle n'accepte pas que l'efficacité de son équipe soit remise en cause.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) s'inscrit en faux contre cette affirmation.

M. Christopher MILES fait observer que le taux d'erreurs a été réduit et que son niveau est désormais acceptable.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) le confirme ; les organisations syndicales ont en effet mené un travail de recensement conséquent. Il connaît les difficultés des agents du service RH et les efforts qu'ils fournissent. Pour autant, en référence à la réception des listes électorales, il fait état d'un véritable problème politique – et non administratif – sur les établissements publics (EP), qu'il est urgent de le résoudre.

M. Christopher MILES indique n'avoir reçu aucune alerte politique sur ce sujet.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) s'en étonne : l'exercice de la tutelle au sein du Ministère est un sujet abordé depuis plusieurs années, depuis que les EP se sont multipliés.

M. Christopher MILES comprend difficilement le sens de ce débat.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) considère qu'il serait plus constructif et intéressant d'ouvrir véritablement un débat sur les EP.

Selon **Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture)**, si les services manquent de moyens pour organiser les élections, ils doivent le signaler. Les organisations syndicales ont déjà demandé que des équipes soient renforcées.

M. Christopher MILES répond qu'il n'a reçu aucune demande de renfort d'équipe. Si un tel renforcement a été opéré, il a été géré par le service RH.

Point 1 : Tableau de suivi des précédents comités techniques ministériel (pour information)

Mme Claire CHÉRIE rapporte que sur les projets de décret et d'arrêté relatifs à la rémunération des participations d'agents à des manifestations organisées dans le cadre de mécénat, la réponse de la Direction du budget se fait attendre.

M. Christopher MILES ne se satisfait pas de l'absence d'avancée sur ce sujet. Il souhaite s'impliquer personnellement dans sa résolution puisqu'il concerne plusieurs établissements. Il demandera au SRH et au service des affaires financières d'organiser une rencontre avec la Direction du budget, et ce avant la fin de l'année.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) précise que la demande formulée par les organisations syndicales pour augmenter le taux horaire n'a pas été rejetée.

Mme Claire CHÉRIE indique ensuite que l'arrêté instituant des comités techniques et des CHSCT au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives a été publié au Journal officiel du 22 octobre 2014.

Le projet de décret portant statut particulier des ICCEAC est en cours de publication. Il a été présenté au Conseil supérieur de la fonction publique le 5 novembre et doit l'être au Conseil d'Etat.

La présentation du décret relatif aux agents habilités à rechercher et à constater les infractions aux lois est programmée au CHSCTM du 19 novembre.

Le projet d'arrêté relatif à l'entretien professionnel des agents contractuels du Ministère de la Culture est en cours de publication.

Pour le projet de décret modifiant le décret fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art, la saisine du Conseil d'Etat est en cours.

La mise en place d'un groupe de travail relatif à l'externalisation au Ministère de la Culture est programmée en 2015.

Concernant le point d'avancement sur les emplois d'avenir, un tableau de suivi est disponible.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) rappelle que ce sujet a été abordé lors de précédents CT et souhaite réitérer quelques remarques fondamentales. En ce qui concerne les recrutements, une grande partie des 258 postes identifiés porte sur des besoins permanents et sur des fonctions pouvant être occupées par des agents titulaires, ce qui est en contradiction avec la circulaire de Mme la ministre de la Culture. M. Vincent KRIER s'interroge donc sur les mesures que le Ministère mettra en œuvre afin de requalifier les postes qui ont été pourvus par des emplois d'avenir.

Par ailleurs, les organisations syndicales ont fait observer que les agents recrutés en emploi d'avenir ne faisaient l'objet que d'une formation d'accueil, ce qui ne correspond pas aux be-

soins listés par la loi *ad hoc*. Celle-ci prévoit que les agents bénéficient d'une formation professionnelle ou de mise à niveau afin de pouvoir trouver un travail dans la fonction publique ou ailleurs. M. Vincent KRIER lie cette remarque à la problématique de tutelle et de contrôle des EP par le Ministère de la Culture. Il demande donc si depuis l'alerte des représentants du personnel, l'administration a mis en œuvre les dispositions nécessaires.

Enfin, il rappelle que le dispositif a été créé en 2012 et qu'il a été mis en application en 2013. Les contrats emplois d'avenir ne peuvent excéder trois ans. M. Vincent KRIER demande donc que le tableau de suivi intègre les fins de contrat prévisionnelles afin que les agents concernés par ces emplois puissent intégrer des dispositifs de titularisation, s'ils le peuvent. Pour conclure, M. Vincent KRIER engage le Ministère à s'inscrire davantage dans la prévision.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) observe que la visibilité sur le programme « emplois d'avenir » est satisfaisante puisque ce dernier est national. Pour autant, il demande qu'une cartographie précise soit réalisée sur les contrats précaires existants ainsi que sur les leviers utilisés par les EP du Ministère pour faire appel à ces contrats. Il prend l'exemple de l'initiative du MuCEM, qui recourt à 35 contrats d'aide à l'emploi (CAE) pour occuper des postes permanents. Les agents s'inquiètent donc des fins de contrats à venir. M. Frédéric MAGUET en a d'ailleurs averti Mme la ministre. Il suppose que des encadrants d'autres EP auront développé différentes formules afin de multiplier des contrats de plus en plus précaires. M. Frédéric MAGUET s'enquiert de la possibilité d'encadrer de manière très précise les types de recrutements, en particulier sur des emplois permanents.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) souhaite réaborder le point relatif à la mise en place d'un groupe de travail sur la sous-traitance. Il excuse l'absence de M. Wladimir SUSANJ, qui participe au même moment à une réunion au sein des Archives nationales. La CGT mène actuellement une négociation avec le président d'une entreprise de nettoyage. Il y a deux ans déjà, un protocole de fin de grève avait été signé à l'issue de rudes négociations visant à améliorer la condition de plusieurs salariés. En effet, M. Franck GUILLAUMET fait état de pratiques graves au sein de l'institution, dont des clauses de mobilité abusives, des licenciements masqués et des discriminations liées au genre, à la race ou à l'appartenance syndicale. Il exhorte le Ministère à agir sur cette problématique grave.

M. Christopher MILES convient que le chantier lié à l'externalisation est important. Il sera donc engagé dès le début de l'année 2015.

Pour répondre aux questions précédentes, **M. Christopher MILES** constate que le tableau de suivi ne documente pas les postes pouvant correspondre aux besoins permanents des établissements. Il entend la question des formations puisque l'objectif des contrats emplois d'avenir est d'appliquer une logique de professionnalisation permettant aux jeunes d'accéder à un emploi stable. L'administration doit consulter les établissements. M. Christopher MILES demandera donc au service RH d'organiser une séance de travail avec les principaux établissements concernés par les emplois d'avenir afin de dresser un point détaillé sur la situation, qui mérite une certaine anticipation.

M. Christopher MILES estime que d'autres types de contrats peuvent être concernés par ces questions, au sein des EPIC notamment. Il ignore s'il est possible d'élaborer une cartographie

exhaustive des différents types de contrats, mais l'information sera demandée aux EP à l'occasion de la réunion de travail.

M. Vincent BERJOT précise que suite à l'alerte qui a concerné le MuCEM, l'établissement a été contacté. En période d'ouverture, ses besoins ont pu être différents qu'en période normale. En outre, M. Vincent BERJOT croit savoir que les autorités locales, en vue d'augmenter l'emploi de CAE, ont identifié le MuCEM comme étant une institution apte à accueillir ces personnes. M. CHOUGNET est en charge d'étudier le devenir des CAE, qui sont effectivement trop nombreux au sein du MuCEM.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) rappelle qu'au moment de la présentation des emplois d'avenir, les représentants du personnel avaient salué la création d'un dispositif favorisant l'emploi des jeunes ainsi que celui des personnes issues de milieux défavorisés, parfois en rupture avec l'emploi et avec la formation initiale. Des réserves bienveillantes avaient toutefois été émises à propos des formations et du devenir professionnels des personnes concernées.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) souligne que malgré l'alerte des organisations syndicales sur l'insuffisance du plafond de l'emploi, le MuCEM a été ouvert. Actuellement, l'établissement ne serait pas en mesure de fonctionner sans ses CAE. M. Frédéric MAGUET s'inquiète des moyens prévus par le Ministère pour que les postes concernés soient occupés par des titulaires. Il s'inquiète en outre du devenir des 35 personnes dont il est question, demandant si ce personnel pourra faire l'objet d'un plan de sortie de la précarité. Bien que le salaire des CAE soit plus élevé que celui des stagiaires, les organisations syndicales acceptent difficilement que le MuCEM privilégie l'emploi de ces contrats. Enfin, il est persuadé que les EP ne participeront pas de manière exhaustive à l'élaboration d'une cartographie des contrats précaires existants.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) rappelle que lors de l'instauration des contrats emplois d'avenir, un parallèle avait été établi avec le fonctionnement satisfaisant des emplois jeunes. Les organisations syndicales avaient alors objecté que la situation économique et les dispositifs pouvaient difficilement être comparés et qu'il existait un risque que les établissements recourent à des contrats d'avenir sur des emplois pérennes. Un point de suivi est d'ailleurs réalisé au CTM pour éviter l'apparition de telles situations. Malgré les garanties qui ont été proposées, ces craintes se sont avérées fondées. Il semble donc évident que les personnes ayant été embauchées sur des emplois de fonctionnaires ont le droit d'être titularisées. Mme Cécilia RAPINE doute par ailleurs que l'ensemble des emplois prévus ou signés au sein des établissements soit tout d'abord visé par le secrétaire général.

M. Christopher MILES oppose qu'ils le sont bel et bien.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) fait part de l'expérience des représentants du personnel : dans le cadre de la loi Sauvadet, certains agents contractuels n'ont pu être éligibles à une titularisation car la période durant laquelle ils avaient été employés en contrat d'avenir – sur un poste identique, correspondant à un besoin permanent – n'avait pas été comptabilisée. M. Vincent KRIER remet en cause cette logique, qui approfondit la précarité et place des agents dans une situation délicate. La circulaire qu'avait établie Mme la ministre était volontairement restrictive afin qu'aucun emploi d'avenir ne soit utilisé sur un poste correspondant à un besoin permanent et pouvant être occupé par un titulaire, sauf exception. M. Vincent KRIER déplore que l'exception soit devenue la règle et tient le secrétaire général pour responsable, puisqu'il a

validé l'ensemble de ces exceptions. Ces décisions doivent à présent être assumées en titularisant les agents correspondants.

M. Christopher MILES convient que cette situation est préoccupante, mais il n'est pas en mesure de prendre des engagements sur un plan de titularisation en ce jour.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) soutient que le Cabinet a une responsabilité politique dans cette affaire.

M. Christopher MILES assure que le Cabinet apportera une réponse lorsqu'un état des lieux de la situation aura été dressé.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) engage M. Christopher MILES à prendre en compte les EPIC dans son étude, car les responsables de ces établissements recourent de façon abusive aux stagiaires, en dépit de la réglementation qui existe sur ce sujet.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) fait observer que cette problématique ne concerne pas uniquement les EP et les EPIC. Un certain nombre de situations complexes existent au sein même de l'administration centrale et des SCN. Il cite l'exemple d'un agent d'un SCN, qui bénéficie à la fois d'un contrat en CDD et d'un contrat associatif.

M. Christopher MILES répond qu'il est disposé à réfléchir à la question, mais que cette première réunion ne pourra dresser l'ensemble des situations. Elle s'attachera principalement à dresser un état des contrats d'avenir.

A propos de la convention Pôle Emploi à l'INRAP, **Mme Claire CHÉRIE** explique que la négociation est toujours en cours. Pôle Emploi se déclare en effet inapte à prendre en charge l'ensemble des dossiers qui pourraient lui être adressés.

M. Christopher MILES sollicite des précisions sur cette problématique, qui dure depuis trop longtemps. S'il s'agit d'un blocage politique, une intervention à des niveaux supérieurs est sans doute possible.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) confirme que le sujet date d'au moins deux ans et qu'il nécessite une intervention politique. C'est la raison pour laquelle M. Alexandre RUF s'était emparé du dossier. Mme Valérie RENAULT explique que les délais d'indemnisation des agents sont très longs. De nombreux agents de l'INRAP, en particulier, sont concernés. Compte tenu de la réglementation concernant l'allocation chômage des agents de la fonction publique, la direction de l'établissement avait opté pour l'externalisation. Les délais n'ont pas été réduits pour autant. Mme Valérie RENAULT souligne l'urgence du dossier, au vu de la nature des contrats et du rythme des non-renouvellements. La durée moyenne d'attente d'une indemnisation peut être de huit mois, ce qui place les agents dans l'embarras.

Mme Claire CHÉRIE aborde le sujet relatif aux frais de déplacement à Toulouse et dans d'autres villes, qui se heurte à une difficulté technique. Un agent qui pourrait voyager en avion avec un tarif inférieur à celui d'un billet de train ne peut prendre son billet sur Chorus DT. Ce système l'oblige en effet à opter pour le train, ce qui occasionne une nuitée et donc des frais supplémentaires. Mme Claire CHÉRIE annonce qu'une étude est en cours afin de développer un système contournant cette difficulté et permettant aux agents d'effectuer un aller-retour en une journée. La question des nuitées doit également être résolue. En 2015, des

solutions techniques pourraient donc être proposées à l'ensemble des agents, qui permettraient à l'administration de réaliser des économies.

M. Christopher MILES fait part de son souhait qu'une solution soit rapidement apportée.

M. Jean CHAPELLON (UNSA) généralise cette problématique à d'autres villes que Toulouse.

M. Christopher MILES confirme que le problème sera résolu pour l'ensemble des agents du Ministère.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) souhaite que ce soit le cas pour la prochaine mandature. Ayant suivi les travaux relatifs à Chorus DT, elle affirme qu'il n'est pas impossible de voyager en avion. Elle estime inacceptable que des agents préfinancent des frais de mission, ce qui est interdit par la réglementation. Mme Valérie RENAULT cite l'exemple des représentants du personnel de l'INRAP, qui se déplacent dans le cadre d'un contrat signé avec Globo. Si l'INRAP a su développer une solution, l'administration centrale peut en faire de même.

M. Christopher MILES le confirme. C'est d'ailleurs l'objectif de l'étude en cours.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) rappelle que la CGT demande depuis longtemps un bilan des affaires de Globo. Cette situation financière devrait être examinée par l'administration dans la mesure où la rémunération de ce prestataire semble élevée et que ce dernier a plutôt intérêt à proposer les billets les plus onéreux.

M. Christopher MILES explique que dans le cadre du renouvellement du marché que l'année prochaine, ce bilan sera réalisé. Il croit savoir que la rémunération initiale de Globo n'est pas élevée.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) fait savoir qu'il existe des coûts masqués. La CFDT s'associe à la demande de la CGT car aucun bilan n'a jamais été proposé. En outre, Mme Cécilia RAPINE déplore que des efforts financiers soient demandés au sein du Ministère, mais qu'il subsiste des surcoûts liés aux nombreux transports. Elle préférerait par ailleurs qu'une solution pérenne soit développée, plutôt que de « contourner » le système existant. Elle suggère par exemple de réinternaliser l'activité d'achat de voyages ou de bénéficier d'un plus grand choix, au lieu de s'en tenir aux propositions parfois très onéreuses du voyageur.

M. Christopher MILES convient que ces questions devront être abordées lors du renouvellement du marché. Il n'est pas persuadé qu'une réinternalisation soit la solution appropriée, notamment parce qu'elle ne correspond pas au métier de l'administration. Il précise que le terme « contournement » n'était pas adapté. L'objectif est en effet de faire évoluer l'application de manière à répondre à la réglementation et à pouvoir proposer des vols en avion lorsque cela est nécessaire et possible.

Au nom de SUD-Culture solidaires, **M. Tahar BEN REDJEB (SUD-Culture solidaires)** s'associe à la demande de la CGT et de la CFDT car le problème existe également au sein des DRAC. Les agents ne maîtrisent pas les voyages qu'ils effectuent et ces derniers sont souvent les plus onéreux.

M. Christopher MILES affirme que cette situation sera étudiée car elle constitue un problème dans la vie quotidienne des agents. En outre, elle rejoint une question de fond : celle de l'organisation du Ministère. M. Christopher MILES lie ce sujet à celui de la GPEC puisqu'il convient aussi de s'interroger sur la définition des personnels en charge des ordres de mission, par exemple.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) répète que selon la réglementation, l'agent ne doit pas préfinancer ses frais de missions. L'administration se doit donc de proposer rapidement un système qui résolve la question des transports et des nuitées. Mme Valérie RENAULT déplore d'ailleurs l'incapacité de l'administration à acheter des nuitées d'avance pour les agents.

M. Christopher MILES se déclare personnellement préoccupé par ces questions. Il estime que, sans toutefois développer une solution parfaite, il est possible de rendre le système plus performant.

Il évoque ensuite le décret relatif aux secrétaires généraux des Ministères, qui comporte deux dispositions importantes. D'une part, les décrets d'organisation des ministères devront être adaptés afin de tenir compte du décret du 24 juillet 2014 ainsi que des fonctions de coordination transversale attribuées aux secrétaires généraux. D'autre part, le secrétaire général doit remettre un rapport à Mme la ministre.

M. Christopher MILES annonce qu'il a commencé à préparer l'adaptation du décret d'organisation du Ministère, en collaboration avec les Directeurs généraux. Il semble que les adaptations à réaliser soient limitées. Elles portent essentiellement sur la fonction de suivi des DRAC et des services déconcentrés, sur le vivier des cadres dirigeants ainsi que sur la question de la tutelle. Sur ce sujet, le décret actuel stipulait que le secrétaire général participait à la tutelle. Il conviendra désormais d'écrire que le secrétaire général coordonne la tutelle et qu'il y participe. M. Christopher MILES proposera cette note au nouveau Directeur de cabinet, à son arrivée. Il précise que compte tenu de l'organisation des élections et de la nécessité de présenter le décret en CTM, voire en CHSCT, il ne sera pas possible de finaliser l'adaptation du décret d'organisations dans les délais impartis, soit avant le 31 décembre 2014. Il sera proposé au Cabinet d'en informer le secrétaire général du Gouvernement par écrit. Enfin, M. Christopher MILES indique avoir commencé à travailler sur le rapport qu'il devra remettre à Mme la ministre avant la fin de l'année, tel que le décret le prévoit.

Mme Claire CHERIE rappelle qu'un autre point de suivi concernait la création d'un corps à deux grades. Il semble que le Ministère soit le seul à avoir formulé une telle demande et que la DGAFP n'encourage pas cette initiative. Néanmoins, conformément à ses engagements, l'administration transmettra un courrier à Mme LEBRANCHU sur le sujet.

Selon **Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture)**, ce sujet devrait être porté par Mme la ministre. En effet, le 9 octobre, le premier ministre a déclaré que suivant la tendance actuelle, en 2017, les agents de la fonction publique de catégorie A seraient embauchés au même niveau de rémunération que les agents de catégorie C.

Mme Sophie MEREAU (CGT-Culture) confirme que la question devrait remonter aux plus hauts niveaux, soit auprès de Mme la ministre, et non de l'administration, *a fortiori* si elle préoccupe le premier ministre.

Mme Claire CHERIE aborde le sujet de la requalification de postes de la filière administrative. Elle rappelle qu'une explication a été apportée par M. François ROMANEIX à propos du report d'une réunion initialement prévue quelques jours auparavant. L'administration a étudié l'ensemble des fiches de postes sur une période de quatre ans afin d'obtenir une vision relativement objective des postes de catégorie C qui devraient relever de la catégorie B ainsi que des postes de catégorie B qui devraient relever de la catégorie A. L'administration souhaite présenter cette cartographie aux représentants du personnel avant d'envoyer une proposition ambitieuse et objective, dans la mesure du possible, à la DGAFP et à la DB. Cette saisine comportera l'ensemble des éléments permettant d'étayer les arguments avancés. Mme Claire CHERIE souhaite qu'une réunion soit proposée avant la fin de l'année afin que la note soit rapidement présentée au Cabinet et que le provisionnement d'un budget éventuellement pluriannuel soit entériné.

Mme Claire CHERIE déclare ensuite qu'une proposition doit également être élaborée pour requalifier quatre DRAC dans un groupe supérieur. Deux ans auparavant, une proposition avait été dressée afin d'aligner les DRAC du Ministère avec les services déconcentrés d'autres ministères. La proposition sera présentée aux représentants du personnel dès que possible.

M. Christopher MILES précise que les perspectives de fusion ont été prises en compte dans l'étude du repositionnement des DRAC qui le nécessitaient. M. Christopher MILES souhaite rencontrer la personne qui sera amenée à traiter le dossier, une fois que le dispositif sera validé et avant qu'une première proposition ne soit transmise au secrétaire général du Gouvernement.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD-Culture solidaires) sollicite plus de détails sur les quatre DRAC concernées.

M. Christopher MILES corrige l'intervention de Mme Claire CHERIE : entre-temps, le dispositif a été réétudié afin d'examiner le rééchelonnement de l'ensemble des DRAC. Il propose qu'une première séance de travail soit organisée avec les services de Mme Claire CHERIE afin que le dispositif soit présenté aux représentants du personnel. En parallèle, **M. Christopher MILES** contactera de manière informelle le secrétaire général du Gouvernement.

Pour **Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture)**, il conviendrait dans un premier temps d'achever les autres séances de travail prévues, parfois depuis des années. L'une d'entre elles concerne la requalification de la filière administrative. Elle déplore en outre le temps nécessaire à l'obtention d'une saisine du Guichet unique. Elle considère que cet outil ne sert pas mieux le service public, les ministères, ni le personnel. Mme Valérie RENAULT s'interroge ensuite sur le suivi du sujet relatif aux taux de promotions, sur lequel les représentants du personnel attendent une réponse de Bercy.

M. Christopher MILES précise que c'est un retour de la DGAFP qui est attendu. Il ne dispose d'aucune information sur le sujet. Un point sur la relance qui doit être prévue sera proposé.

Mme Claire CHERIE poursuit son examen des points à suivre. La mise en œuvre de la réforme des logements de fonction arrive prochainement à son terme. Le Ministère de la Culture et de la Communication apporte actuellement les justifications juridiques fondant des demandes de concessions supplémentaires pour certains établissements. Sont principalement concernés l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles

et le Mobilier national. Les services de France Domaine se sont engagés à étudier ces demandes.

M. Christopher MILES ajoute que des séances de travail se sont tenues avec France Domaine. Le Ministère reste donc dans l'attente d'une réponse concernant l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles, le Centre des Monuments nationaux et le Mobilier national. M. Christopher MILES espère obtenir un retour avant la fin de l'année.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) s'étonne du déblocage soudain de la situation.

M. Christopher MILES l'explique par le courrier qui a été adressé par Mme la ministre à M. ECKERT et à la réponse officielle que ce dernier a formulée. Le Ministère a tenu à s'impliquer dans cette situation qui lui semble anormale. En réponse à Mme Valérie RENAULT, il indique que sont demandés deux tiers de NAS et un tiers de COP avec astreinte.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) s'enquiert de l'avancement du point relatif à la tarification appliquée aux COP.

M. Christopher MILES n'est pas en mesure de répondre précisément à cette question technique. Il croit toutefois savoir que dans ce cas, les tarifs de marché sont en vigueur, mais qu'avec la prise en compte de l'astreinte, une réduction de 20 à 40 % est appliquée.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) oppose que cette réduction ne résoudra pas le problème si la tarification finale reste trop élevée pour les agents.

M. Christopher MILES propose qu'une réponse plus précise soit communiquée ultérieurement aux représentants du personnel.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) souhaite connaître les avancées relatives aux conséquences d'une alerte intempérie rouge pour les agents de la DRAC Languedoc-Roussillon.

M. Christopher MILES déclare avoir reçu la saisine de la CGT et de la FSU sur la question. Une réponse écrite et argumentée aurait dû leur avoir été adressée. Après l'examen de la situation, M. Christopher MILES n'est pas en mesure de donner suite à la demande puisqu'elle engendrerait une rupture d'égalité entre les agents qui sont restés à domicile et ceux qui se sont déplacés au travail durant les intempéries. M. Christopher MILES s'est aligné sur la position de la DRAC, qui s'est elle-même appuyée sur celle du Préfet pour l'ensemble des services déconcentrés.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) oppose que certaines personnes n'auraient pas dû se déplacer lorsque l'alerte était encore en vigueur. Le jour même, à 10 heures, l'alerte a été levée, mais les agents n'en ont pas été informés par la DRAC. Ces personnes n'étaient malgré tout pas en mesure de se déplacer puisque la circulation des transports n'a été rétablie que le lendemain. Mme Valérie RENAULT exprime le sentiment des agents, pour qui la décision qui a été prise est considérée comme irresponsable et injuste.

M. Benoît ODE (SNAC-FSU) donne un argument supplémentaire, à savoir la variabilité du climat en fonction des zones géographiques. Il observe que des agents sont venus travailler

lorsque l'alerte rouge était encore en vigueur. Un risque a donc été pris alors que la Préfecture le déconseillait fortement. M. Benoît ODE confirme que dès 10 heures, la circulation des transports en commun a été interrompue et qu'elle n'a repris que le lendemain, à 9 heures. En outre, des agents n'étaient pas en mesure de se déplacer en voiture. Ils se sont néanmoins vus obligés de poser un congé ce jour-là. M. Benoît ODE considère que cette décision est peu responsable, d'un point de vue humain.

M. Christopher MILES apportera une réponse écrite et argumentée sur le sujet.

Selon **Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture)**, le principe de précaution doit prévaloir. Elle invite le Ministère de la Culture à prendre exemple sur l'INRAP, au sein duquel des directives et des consignes liées au climat existent.

M. Christopher MILES précise qu'il n'est pas le chef des services déconcentrés.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) soutient qu'aucune directive sur les optima climatiques n'existe au sein du Ministère de la Culture. En outre, aucune conduite à tenir en fonction des différents niveaux d'alerte n'a été définie pour les chefs de service et les agents. Mme Valérie RENAULT demande que le CHSCTM travaille sur la question afin de protéger les personnels et d'éviter que la situation ne se reproduise.

M. Christopher MILES est disposé à aborder le point en CHSCTM.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) fait observer que des administrations et des services déconcentrés, bien qu'ils soient sous l'égide du Préfet, ont offert cette demi-journée à leurs agents. Les personnels supposent que la décision d'imposer des prises de congés visait principalement à ne pas déplaire à la direction de la DRAC. Mme Dominique FOURNIER considère que cette affaire dessert le Ministère ainsi que l'administration centrale et que M. François ROMANEIX devrait s'en saisir.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD-Culture solidaires) fait état de précédents, sur ce sujet. Trois auparavant, suite à des intempéries de neige, certaines DRAC ont accordés des journées à leur personnel, d'autres non. La rupture d'égalité a alors été réelle et a été organisée par les DRAC mêmes.

M. Christopher MILES conclut qu'il conviendra d'éditer des règles à destination des chefs de service à l'occasion d'un prochain CHSCTM. Il répète qu'une réponse écrite sera apportée sur le point abordé.

M. Christopher MILES s'engage personnellement à interroger le ministère des Finances au sujet du mécénat. La méthode proposée pour le travail sur l'externalisation, qui commencera dès 2015, sera détaillée lors du prochain CT.

Les emplois d'avenir seront abordés d'abord en interne avec les établissements publics, en vue d'établir un inventaire des dispositifs complémentaires existants, y compris les politiques de formation et les mesures à plus long terme. Un bilan sur ce thème sera présenté au cabinet avant une réunion spécifique avec les organisations syndicales et l'examen de ce point en CT. Par ailleurs, le cabinet se chargera de relancer le sujet de la convention INRAP au niveau politique.

Concernant les frais de déplacement Toulouse-Paris, M. Christopher MILES présentera les perspectives de réforme du dispositif ministériel, conformément à l'esprit de la réglementation rappelée par Mme RENAULT.

M. Christopher MILES signale que le nouveau dispositif prévu par le décret relatif aux SG pourrait être présenté prochainement. Il semble néanmoins difficile de pouvoir le voter avant la fin de l'année, compte tenu du calendrier contraint.

M. Christopher MILES pourra répondre à la question sur le pyramidage lors d'un prochain CT. Le dispositif de requalification des emplois des DRAC sera quant à lui présenté à l'issue de son examen avec le Secrétariat général du gouvernement. Sur la question des logements de fonction, M. Christopher MILES espère aboutir avant la fin de l'année. Enfin, il apportera une réponse écrite sur le point relatif à Toulouse. En particulier, le sujet sur les frais de déplacement en cas d'intempéries, inondations ou autres sinistres, sera inscrit lors d'un prochain CT, afin notamment de clarifier la question de l'égalité sur les territoires.

Point 2 : Conséquences sur les missions des DRAC des 4 mesures de simplification dévoilées par le président de la République et point d'information sur la revue des missions (<i>pour information</i>)
--

M. Christopher MILES rappelle que les 50 mesures de simplification publiées le 30 octobre 2014 ont été décidées dans le cadre d'un dispositif interministériel, sur proposition d'un conseil, au sein duquel sont notamment représentées les entreprises. Deux des mesures retenues portent sur la simplification du régime du patrimoine et des espaces protégés au titre du droit du patrimoine, et seront proposées dans le cadre de la loi « Patrimoine ». Deux autres, moins attendues, portent sur l'archéologie préventive. L'une d'elles, qualifiée de « reniflage » par les organisations syndicales, semble difficilement applicable. L'autre, relative à la redevance de l'archéologie préventive, soulève des interrogations au sujet de l'alignement des taux, qui peuvent paraître dissuasifs sur les zones de fouilles et vis-à-vis de projets de développement durable.

M. Vincent BERJOT explique que le document qui recueille les 50 mesures peut paraître simplificateur du fait qu'il s'adresse à un large public, notamment sur des sujets tels que l'archéologie préventive.

- *Les espaces protégés*

Les mesures concernant les espaces protégés ont été examinées au sein du CT de la Direction générale des patrimoines. Celle qui préconise l'intégration des secteurs protégés actuels dans l'appellation contestée de « Cités historiques » est présentée en dehors du volet « Patrimoine » du projet de loi Culture. Celui-ci porte sur l'élaboration de PLU et ses contenus patrimoniaux sont élargis, avec le maintien du dispositif de PSMV et la création de la catégorie des domaines nationaux. La mesure présentée ne constitue donc qu'un volet de la loi « Patrimoine ».

- *Les monuments historiques*

Cette mesure, dont certains éléments figurent dans le projet de loi « Patrimoine », concerne le travail quotidien de la sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés. Elle

préconise une globalisation de la protection des monuments, avec le rapprochement de la procédure d'inscription et de classement afin de simplifier la gestion. Des autorisations de travaux pourraient être envisagées, sachant que les permis de construire sur les monuments inscrits ne peuvent être délivrés sans l'accord des services du patrimoine. Il est par ailleurs proposé de remplacer le nom de l'instance de classement par celui d'« instance de protection ». Des travaux portent également sur la simplification des formulaires CERFA, en particulier pour les travaux sur les monuments historiques.

- *L'archéologie préventive*

La simplification proposée concerne le dispositif de RAP maritime sur les questions de granulats et les chantiers d'éolienne, qui devraient se développer au cours des prochaines années. Ce dispositif fera l'objet d'une saisine officielle du cabinet avant les concertations interministérielles concernant les prescriptions et les opérateurs, à savoir le DRASSM et l'INRAP, avec lesquels les discussions ont commencé.

- *Le recours à la géophysique*

Le développement de la géophysique suscite de nombreux intérêts économiques. Les mesures préconisées portent sur les méthodes, sans remettre en cause l'organisation de l'archéologie préventive, en particulier sur les diagnostics et les fouilles. Il est notamment entendu que la géophysique ne devra pas s'appliquer à la phase de diagnostic. En effet, les études réalisées dans le cadre du canal Seine-Nord montrent que l'utilisation de cette technique en phase de diagnostic ne permet pas d'établir une prescription correcte et peut conduire à des aberrations entraînant des retards dans les travaux. En revanche, la géophysique peut être mise à profit en complément pendant la phase des fouilles, dans la mesure où elle améliore la connaissance du terrain. M. Vincent BERJOT a demandé à l'inspection des patrimoines de présenter une synthèse des réflexions en cours sur ces questions. Il souhaite que lors d'un prochain CNRA, l'inspection des patrimoines puisse présenter l'état des études sur le sujet, avec l'éclairage scientifique d'archéologues spécialistes.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) déplore que les personnels apprennent la mise en place de ce type de mesures par voie de presse. Il confirme que les deux premières mesures reprennent les termes du projet de loi « Patrimoine » et qu'elles ont fait l'objet de discussions au sein des CT DGPAT. Il considère qu'il serait néanmoins souhaitable d'évaluer les conséquences sur les missions quotidiennes des agents chargés de les appliquer dans les DRAC.

Par ailleurs, M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) regrette que ces mesures soient adoptées par voie d'ordonnance, ce qui ne favorise pas le débat démocratique. Il estime que des explications doivent être apportées concernant l'examen de la future loi « Patrimoine », « Culture » ou « Patrimoine création », qui devait être présentée au Parlement au début de l'année 2014. En outre, il s'interroge sur l'absence de débat au sein du CTM et du CT de la DGPAT au sujet du décret publié au JO du 4 novembre, « portant simplification du régime des travaux sur les immeubles adossés aux monuments historiques ou situés dans leur champ de visibilité, et adaptation de l'organisation administrative dans le domaine du patrimoine ».

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) signale que la principale interrogation des représentants du personnel vis-à-vis des mesures de simplification concerne l'archéologie pré-

ventive. En outre, les dysfonctionnements mis en évidence dans le rapport de la Commission des Finances confirment que le sujet de la RAP aurait dû être abordé globalement.

Concernant les diagnostics, les buts sont clairement identifiés : « *Limiter la durée d'immobilisation des chantiers liés à l'archéologie préventive* », dont les opérations de diagnostic pour évaluer la présence de vestiges et de fouilles « *peuvent s'avérer longues et coûteuses à mettre en œuvre (...) et retarder l'avancement des chantiers. Demain, lorsque la nature connue du terrain est peu encline à l'existence de vestiges, les techniques alternatives de sondage en particulier par auscultation non destructrice seront développées afin de rendre les diagnostics plus rapides.* » Cette mesure, qui procède du lobby des entreprises de géophysique auprès des aménageurs, semble avoir été entendue à la DGPAT. Or elle n'est pas acceptable, puisque les recherches géophysiques ne permettent pas de caractériser un site. Par ailleurs, le CNRA s'est déjà prononcé sur le sujet. L'unique méthode reconnue scientifiquement est celle pratiquée par tranchées, qui permet de procéder à l'investigation de 6 à 12 % des sites archéologiques. M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) demande si un bon diagnostic est celui qui n'engendre aucune découverte. Il rappelle que la pétition mise en ligne a recueilli en seulement quelques jours près de 6 000 signatures.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) fait part de l'étonnement des représentants du personnel de voir le sujet des MH parmi les mesures de simplification, mais se dit satisfaite des explications apportées sur ce point. Elle se joint aux propos de SUD Cultures Solidaires au sujet de la communication, estimant regrettable que l'information soit passée par voie de presse et déplorant l'extrême simplification du document. Le manque de précisions engendre par ailleurs des doutes qui ne contribuent pas à instaurer le dialogue social au sein de l'instance.

Contrairement à M. Christopher MILES, Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) considère que les mesures relatives à l'archéologie étaient prévisibles, puisqu'elles sont depuis longtemps en préparation. Le document présente le nombre d'entreprises dans le BTP concernées par la mesure, soit 347 000, mais ne comptabilise pas celles qui le sont indirectement, au nombre desquelles se comptent des services et des opérateurs publics. En cas de non-renouvellement des marchés, la survie de certaines entreprises du BTP qui fournissent les chantiers de diagnostic et de fouilles archéologiques pourrait être compromise.

Sur le thème des aménagements maritimes, Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) regrette le non-respect des engagements que le ministère a signés avec l'Unesco dans la Convention sur la protection du patrimoine maritime. Elle note que les zones des estuaires ne sont pas clairement abordées et ajoute que l'extraction de granulats détruit des sédiments archéologiques. Ne faisant partie ni du domaine maritime ni du domaine terrestre, ces zones d'échouage et de peuplement ont ainsi pu être recouvertes et détruites, comme l'a montré l'aménagement du Havre 2000. Une réflexion doit être menée sur le subaquatique en général.

L'expérimentation du canal Seine-Nord a permis de définir la géophysique comme un outil supplémentaire mais non décisionnel, pouvant notamment être utilisé en fouille, mais rarement pendant la phase de diagnostic. En effet, cette méthode, qui ne peut être pratiquée sur l'ensemble des substrats, peut contribuer à organiser les fouilles, en particulier dans la gestion des déblais. Dans la mesure où elle ne permet pas de connaître les structures creuses en milieu humide notamment, la géophysique ne peut intervenir sur les diagnostics et doit demeurer un outil d'appui. Comme d'autres types de sondage à ultrasons, la géophysique s'avère également utile dans le domaine sous-marin, dans le cadre de l'élimination des spots, qui ne sont

pas des lieux archéologiques mais de concrétion naturelle. Particulièrement utilisés en Allemagne et en mer du Nord, ces outils restent peu coûteux.

Enfin, Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) note que le raccourcissement des délais implique la disparition de l'archéologie. La question de la poursuite de la pratique de l'archéologie préventive en France est ainsi posée, aussi bien pour les services instructeurs que pour les opérateurs. Les demandes d'intervention pendant les périodes climatiques les moins favorables ne contribuent pas à réaliser des diagnostics de qualité. Ce sujet devra être abordé sérieusement, en considérant l'équilibre précaire de l'archéologie préventive pour l'opérateur national ou certaines collectivités territoriales qui en ont pris la compétence. L'inquiétude des représentants du personnel est importante vis-à-vis de ces mesures de simplification.

M. Benoît ODE signale que les techniques telles que la détection géophysique non destructive ont été présentées aux entreprises du BTP comme permettant de gagner du temps par rapport au diagnostic, ce qui s'avère faux. En effet, les prospections géophysiques ou géoélectriques réalisées en amont des opérations sont toujours plus longues que les diagnostics réalisés avec les moyens mécaniques. De plus, la course aux délais pour l'établissement des diagnostics s'avère insoutenable pour les services déconcentrés de l'archéologie et les agents de l'INRAP. M. Benoît ODE déplore la remise en cause des efforts réalisés depuis quelques années au niveau des délais.

M. Nicolas PAYRAUD (CFDT-Culture) regrette l'absence des dossiers miniers dans les questions liées à la RAP pour les projets en mer, dans lesquelles l'INRAP n'est pas amené à intervenir. Il souligne les conséquences de cette absence dans les destructions massives et régulières de patrimoine archéologique en Guyane. Il estime à cet égard que la réflexion sur la RAP doit être élargie, pour envisager notamment les cas où elle ne peut être liquidée à l'heure actuelle.

D'après M. Nicolas PAYRAUD (CFDT-Culture), les prospections géophysiques relèvent d'un « fantasme » propre aux élus et aménageurs concernant la carte archéologique, car ils espèrent un diagnostic favorable pour pouvoir exploiter les terrains. Les SAR, qui essaient de lutter contre cette tendance, financent la prospection géophysique en amont des diagnostics archéologiques. A ce titre, la question financière est importante, puisque l'INRAP ne financera pas cette mesure, annoncée comme une simplification alors qu'elle induit des délais et des coûts supplémentaires.

Enfin, M. Nicolas PAYRAUD (CFDT-Culture) déplore également que les personnels aient appris ces mesures par la presse et souligne les efforts réalisés par les SRA en vue de réduire les délais.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) donne lecture du communiqué rédigé par les représentants du personnel : « *Jeudi 30 octobre, le président de la République dévoilait 50 nouvelles mesures de simplification. On connaissait l'allégeance de ce gouvernement aux grands patrons et aux grandes entreprises. Avec ces nouvelles propositions, nous avons la traduction en termes d'archéologie préventive.* » Elle constate que les propositions réalisées le 19 juin 2014 par le Conseil de la simplification pour les entreprises du MEDEF ont été largement reprises par le président de la République dans le domaine du patrimoine. Les représentants de la CGT considèrent que, puisque le MEDEF et M. François HOLLANDE

s'occupent d'archéologie et de science, le service public d'archéologie préventive pourrait être supprimé.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) poursuit la lecture du communiqué : *« La géophysique est loin de répondre aux exigences d'un diagnostic archéologique tel que défini dans l'avis du CNRA du 4 décembre 2009. L'acte de diagnostic vise « à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur une emprise de projet d'aménagement (...), à en déterminer la nature, la géométrie, l'étendue et la profondeur d'enfouissement, la taphonomie, le milieu sédimentaire, le potentiel environnemental (...), d'en reconnaître l'éventuelle stratification, la datation, l'état de conservation. » L'étude géophysique seule ne permet pas d'obtenir ces informations, nécessaires à la prescription éventuelle d'une fouille par les services régionaux d'archéologie. Par ailleurs, tous les archéologues savent que la prospection géophysique ne permet de détecter qu'un nombre très réduit de sites, essentiellement les sites fossoyés ou avec des fondations en dur. Une expérimentation à grande échelle faite sur 59 ha sur le tracé canal Seine-Nord le montre très clairement. Alors que la prospection géophysique utilisant deux méthodes, magnétique et électrique, chacune sur l'ensemble des 56 ha, a permis de révéler deux indices de sites, le diagnostic archéologique, par la réalisation de tranchées à la pelle mécanique sur la même emprise (ouverture à 10 %) en a identifié 12. »*

L'objectif de réduction du nombre de sites identifiés, et donc fouillés, rejoint la DNO, qui est clairement établie. Dans ce domaine, Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) admet que l'administration n'est pas en cause, mais elle souligne l'erreur politique majeure consistant à permettre qu'une telle mesure puisse être annoncée par le président de la République, sans aucune expression claire de la ministre sur le sujet. Les représentants du personnel estiment qu'une clarification s'impose sur le service public d'archéologie, son rôle, ses moyens et ses compétences. Ils demandent si l'arrêté de caractérisation des diagnostics archéologiques sera modifié, compte tenu de ses conséquences potentielles. Concernant la convocation du CNRA, Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) rappelle qu'en 2003, l'avis négatif rendu par ce dernier sur la mise en concurrence commerciale n'a eu aucune influence, y compris sur le ministre de la Culture. Elle confirme par ailleurs que les méthodes de prospection préconisées ne permettent pas de protéger correctement le patrimoine.

En outre, la RAP ne doit pas se limiter à la mer. La commission Culture à l'Assemblée nationale a soulevé des problèmes importants qui mettent en difficulté l'établissement public et les collectivités territoriales. De son côté, la presse a fait état d'une subvention de 14 millions d'euros au bénéfice de l'INRAP pour payer les personnels. A ce sujet, les représentants du personnel ont alerté l'administration sur un déficit qu'ils avaient évalué à 20 millions d'euros à la fin de l'année 2014, qui sera peu ou prou confirmé. Ainsi, 200 ETP pourraient être supprimés, et donc passer à la concurrence, confirmant une fois de plus que les CDD et les personnels sont l'unique variable d'ajustement. Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) insiste sur l'urgence d'une expression publique de Mme Fleur PELLERIN sur le devenir du service public de l'archéologie préventive.

M. Vincent BERJOT précise que les mesures relatives aux espaces protégés figurent dans le projet de loi « Liberté de la création, architecture et patrimoine ». Il considère que le rapprochement entre l'inscription et le classement dans le domaine des monuments historiques, d'ordre technique, relève plutôt de l'ordonnance.

M. Vincent BERJOT rappelle que sur la base des éléments relatifs à la RAP terrestre, qui ont été fournis, le diagnostic est partagé. Le sujet Chorus est quant à lui réglé en termes d'ordonnement, puisque la liquidation permet de procéder au recouvrement, sachant que les ressources liées à la RAP ont été doublées en 2014. L'atteinte d'un rendement de l'ordre de 118 ou 122 millions d'euros, encore incertain, n'est pas uniquement liée aux problèmes techniques de Chorus, mais dépend également de la situation économique et du nombre de projets d'aménagement. Pour 2015, le montant plafond estimé par le législateur pour le rendement de la RAP ne sera vraisemblablement pas atteint. De plus, les montants de la RAP maritime ne pourraient pas égaler ceux pratiqués en terrestre. Dans ce domaine, M. Vincent BERJOT note que la question des granulats est ancienne. Il souligne le développement de l'éolien, ajoutant que certaines difficultés techniques connues en 2013 et 2014 ont été résolues.

Par ailleurs, M. Vincent BERJOT signale que le document n'a pas été rédigé par l'administration, étant destiné à la communication, et donc forcément limité en termes de précisions. Il reconnaît que la question sur la géophysique n'est pas abordée correctement et confirme l'importance d'un débat public sur l'analyse scientifique, à partir d'exemples concrets, tels que les travaux sur le canal Seine-Nord. Il est avéré que la géophysique n'est pas une méthode appropriée pour le diagnostic, ou très marginalement, et ne constitue qu'un outil complémentaire pour les fouilles. Malgré la critique formulée, M. Vincent BERJOT maintient qu'un avis clair du CNRA est pertinent.

M. Vincent BERJOT signale qu'une réponse sera apportée ultérieurement concernant l'arrêté de caractérisation du diagnostic. Il note qu'à diverses occasions, la ministre a affirmé l'importance de la politique d'archéologie préventive en matière de connaissance de l'histoire et des territoires, tout en soulignant sa nécessaire évolution. Différents outils d'amélioration du secteur ont été évoqués en CT de la DGPAT.

M. Vincent BERJOT reconnaît un problème de méthode dans l'instruction du dossier, qui se traduit sur une difficulté d'application. Il rappelle que la loi impose l'obligation du recours à des techniques scientifiques validées. Enfin, il confirme que la ministre s'exprimera sur l'archéologie préventive, au-delà de ce qu'elle a pu déclarer aux organisations syndicales, qu'elle a reçues.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) insiste sur les inquiétudes des personnels, qui dépassent largement le milieu archéologique. Il souhaite que la fin de l'archéologie préventive puisse être démentie et regrette encore une fois la publication inopinée du décret.

M. Vincent BERJOT doute qu'un décret aussi technique ait vocation à être débattu en CTM. Il souhaite que le CNRA se prononce après la désignation de son nouveau président, lors de la séance du début de l'année.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) demande des précisions sur le calendrier prévu après le premier semestre 2015.

M. Christopher MILES répond que le SGG réunira l'ensemble des ministères chargés d'appliquer les 50 mesures afin qu'ils exposent les dispositions concrètes qu'ils préconisent. Un projet de loi est prévu concernant les deux premières mesures en lien avec le ministère de la Culture. Sur l'archéologie sous-marine, les points techniques doivent être examinés, ainsi

que l'équilibre entre le DRASSM et l'INRAP, qui nécessitera probablement un arbitrage politique. Sur le dernier sujet, plus complexe, le ministère se prononcera concernant l'impossibilité d'application de la mesure préconisée sur la base d'une argumentation scientifique, au-delà des préoccupations sociales qui ont été exprimées. Il sera notamment démontré que la méthode envisagée est difficilement applicable pour des opérations de diagnostic.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) insiste sur la nature scientifique du sujet et doute de l'expertise des personnes présentes à la réunion pour la défendre. Elle demande à quelle date se tiendra cette réunion.

M. Christopher MILES répond qu'elle n'a pas encore été convoquée.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) déplore le manque de visibilité et souligne le mécontentement des personnels.

M. Christopher MILES ajoute que les mesures d'application seront présentées à l'occasion d'une réunion politique interministérielle. Il confirme les mesures prises par le SG vis-à-vis du CNRA ou de l'expression de la ministre sur les questions de l'archéologie.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) note la réponse partielle de l'administration sur les questions de faisabilité technique et scientifique des mesures de simplification, ainsi que sur les aspects sociaux. L'union entre les opérateurs privés et l'INRAP dans le cadre de la pétition pour sauver l'archéologie, aussi bien publique que privée, témoigne de l'inquiétude justifiée de l'ensemble des acteurs concernés. Les aspects techniques des décisions défendues par le SG devront être pris en considération au niveau politique.

Par ailleurs, Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) déplore l'absence de recul imposée par le délai de six mois, qui ne laisse pas le temps de la consultation et d'un débat au sein du CTM. La réforme de l'Etat, dont elle ne conteste pas le besoin, ne doit pas se faire au détriment de ce qui fonctionne. En dépit de son coût, l'archéologie préventive est enviée par les autres pays européens. Les difficultés du secteur, qui pourraient engendrer la perte de ce savoir-faire, résultent de décisions aberrantes sur le terrain.

Contrairement à M. Vincent BERJOT, **Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture)** considère que le CTM est bien le lieu de discussion d'un texte technique qui aura une incidence directe sur les missions des personnels. Elle se dit prête à débattre du sujet au sein de toute instance qu'il considérera légitime pour démontrer l'impact d'un tel décret sur les missions des ABF ou des services territoriaux d'architecture et du patrimoine.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) s'interroge sur la participation du ministère de la Culture à la rédaction du décret et demande si un représentant du ministère siège au conseil de simplification.

M. Christopher MILES répond que l'administration, qui a été consultée, a donné son avis, mais n'a pas été entendue sur les difficultés signalées dans le domaine d'une mesure spécifique.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) indique que les débats au sein du comité technique de la Direction générale des patrimoines ont été denses et intéressants au sujet de la

préservation et la valorisation des patrimoines, malgré les divergences exprimées sur la nouvelle loi « Création ». Il déplore donc la présentation des mesures de simplification, puisqu'elles concernent principalement le patrimoine. Il note la difficulté d'aborder cette question dans le cadre élargi de la politique gouvernementale, aussi bien culturelle qu'économique. Il se dit consterné par l'intitulé des mesures, qui expriment clairement un processus de libéralisation de politiques qui doivent rester publiques, et vis-à-vis desquelles le ministère de la Culture doit jouer un rôle déterminant de régulation, d'expertise et de contrôle.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) renouvelle son interrogation sur l'absence de consultation du CTM DGPAT à l'occasion de ce décret. Il exprime son inquiétude au sujet de l'archéologie préventive, en particulier concernant un projet de fouilles refusé par le préfet de région mais accepté par le ministère qui a été rapporté par la presse. Il déplore que le lobby des aménageurs et des élus domine la réflexion sur l'avenir de l'archéologie préventive.

M. Christophe MILES précise que le dispositif de RAP proposé vise à concilier la nécessité de répondre à des conventions relatives à l'archéologie préventive, y compris internationales, avec l'aménagement du territoire et les contraintes économiques. Quelques signes encourageants permettent d'envisager une situation plus équilibrée en 2015 dans ce domaine.

En ce qui concerne le sujet spécifique des fouilles en Bretagne, M. Christophe MILES signale que M. MEHAIGNERIE a été concerné par plusieurs opérations successives à Vitré. Dans le cadre d'une opération particulièrement importante pour lui en termes de création d'emplois, M. Christophe MILES lui a fait part de la possibilité de mettre en place un dispositif allégé, tout en respectant les contraintes scientifiques. La DRAC a travaillé sur le sujet et le préfet a été informé de son souhait de finaliser la procédure de fouilles.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) déplore la conception du patrimoine et de la culture que révèle l'attitude de M. MEHAIGNERIE. Il rappelle l'existence d'une économie de la culture, comme l'a confirmé le rapport commandé par Mme FILIPPETTI, publié en janvier 2013. Considérer une découverte archéologique comme un handicap représente selon lui une erreur historique. Elle doit au contraire être considérée comme une chance, de même que la présence d'un patrimoine et d'équipements culturels, qu'il convient d'ouvrir largement aux publics. La légitimation par le gouvernement d'une telle vision libérale de la culture est grave et témoigne d'une vision tronquée de cette dernière et de ce qu'elle représente dans le contexte actuel de la France.

Point 3 : Projet de décret modifiant le décret n°2007-1781 du 17 décembre 2007 portant délégation de pouvoir au président de la Bibliothèque nationale de France en matière de gestion de personnels relevant de divers corps de fonctionnaires (pour avis) et projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 17 décembre 2004 portant délégation de pouvoir en matière de gestion des personnels des corps des catégories A, B et C au président de la BNF (pour information)

Mme Marine THYSS signale que le décret MESR a recueilli un avis favorable à la majorité du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat le 5 novembre dernier. Le décret culture et son arrêté d'application ont été présentés au CT de la BNF le 4 novembre.

La présentation de ce jour concerne le décret relatif aux agents affectés à la BNF. Un article liste les actes qui ne peuvent être délégués en aucun cas au président de la BNF pour ce qui

concerne les agents Culture, et un autre article liste les actes qui ne peuvent être délégués en aucun cas au président de la BNF pour les actes relevant de la filière Bibliothèque. L'arrêté d'application liste à l'inverse les actes qui peuvent être délégués pour les agents Culture et BNF.

La modification principale consiste à permettre la délégation de gestion des actes de cessation de fonctions, sauf lorsque l'avis de la CAP est requis, pour les personnels de la Bibliothèque uniquement, et pour les licenciements et révocations.

La réforme souhaitée par le MESR, présentée lors du CTM précédent, vise à traiter et gérer directement les cessations de fonctions des agents MESR affectés à la BNF. Le MESR souhaite qu'il soit également permis de déléguer le détachement de plein droit, lorsqu'un agent part dans une école d'application ou demande un détachement pour exercer un mandat électif. L'autre délégation souhaitée concerne la mise en disponibilité, sauf lorsque l'avis de la CAP est requis. Ces situations sont rares, s'agissant des disponibilités pour convenance, études et recherches ou créations d'entreprises.

M. Christophe UNGER (CGT-Culture) signale que la délégation en cas de cessation de fonctions a pour seul objet de faciliter la gestion et ne pose donc pas de problème. En revanche, les mises en disponibilité et détachements de plein droit impliquent un accroissement de la délégation de gestion, qui a commencé en 2007. Les représentants de la CGT s'y opposent, dans la mesure où cela participe de la « balkanisation » des EP et de la réduction consécutive des prérogatives des CAP.

M. Boris RATEL (SUD Cultures Solidaires) souligne l'inquiétude des représentants au regard de l'égalité de traitement entre les agents des corps de l'enseignement supérieur et ceux de la Culture. Une simple facilitation de gestion aurait conduit à une mesure équivalente pour tous les corps, sans aucun impact. La délégation projetée engendre un traitement différencié à la BNF selon la filière de tutelle des fonctionnaires, ce qui n'est pas acceptable, y compris si cela concerne seulement quelques cas par an. L'égalité de traitement entraînerait l'application de la même mesure pour tous les agents de l'enseignement supérieur, aussi bien à la BNF qu'à la BPI. Sur ce point, M. Boris RATEL (SUD Cultures Solidaires) rappelle les difficultés pour obtenir des informations concernant la loi Sauvadet. A terme, il observe que les agents pourraient être bloqués, le ministère de l'enseignement supérieur considérant qu'il n'est pas concerné et celui de la Culture n'étant pas en capacité de les gérer. Or l'enseignement supérieur ne manifeste aucune volonté de gestion commune, dans l'intérêt des agents.

Par ailleurs, M. Boris RATEL (SUD Cultures Solidaires) déplore l'absence de bilan sur l'application du texte de 2007, en particulier pour ce qui concerne l'autonomie de gestion au regard des primes et du régime indemnitaire, qui pose des difficultés en raison de la diversité des situations. Malgré l'absence de bilan, les mesures sont poursuivies, alors même que des conséquences négatives sont d'ores et déjà constatées.

Pour ces raisons, SUD Cultures Solidaires votera contre ce projet de décret.

M. Jean-Pierre SASTRE (CFDT-Culture) souhaite s'exprimer en tant que secrétaire adjoint de la section CFDT-Culture de la BNF et membre du comité technique. Il s'interroge sur la délocalisation des questions relevant de la CAP et constate par ailleurs une délocalisation du CT local qui s'est tenu le 4 novembre dernier.

La CFDT-Culture est favorable au texte présenté et incite les représentants du CTM à l'approuver, estimant qu'il ne doit pas être interprété au-delà de ses préconisations actuelles. En vue de conforter son avis sur ce texte, la CFDT-Culture a consulté les branches CFDT du syndicat de la filière Bibliothèque au ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, ainsi que celle du Syndicat national de la fonction publique, qui n'ont pas contredit son analyse. Contrairement à ce qui a été affirmé, le texte présente un caractère anodin quant aux effets, qui seraient par ailleurs bénéfiques s'ils s'avéraient, sur la base de l'expérience du décret de 2007, en dépit de l'absence de bilan. Entre autres effets, la création d'une forme de gestion de proximité est bienvenue, car au bénéfice des agents. De même, les délais pour la production de l'arrêté du changement d'échelon ou de nomination ont été sensiblement réduits.

M. Jean-Pierre SASTRE (CFDT-Culture) note avec satisfaction que le point relatif à la cessation d'activité a recueilli l'unanimité à la BNF, contrairement aux mises en disponibilité et détachements qui font l'objet d'un désaccord. Dans la mesure où l'avis de la CAP est toujours requis pour ces deux opérations, il semble néanmoins inutile de s'alarmer.

Le projet présenté ne relève pas des lois de décentralisation et n'implique pas de transfert de compétences et de pouvoir décisionnaire à l'établissement public de la BNF, qui se limite à entériner administrativement et en termes de gestion les décisions prises ailleurs. La controverse sur ce projet de décret relève donc davantage de l'imaginaire, puisqu'il ne prévoit ni une « délocalisation de la gestion nationale des carrières » ni la « remise en cause du statut général de la fonction publique », comme cela a été écrit par des élus FSU et CGT de la CAP des bibliothécaires assistants spécialisés, ainsi que dans un texte publié sur l'intranet de l'établissement, dont il donne lecture : *« Cette demande d'élargissement, sous couvert d'une meilleure gestion administrative, est en fait une remise en cause du rôle des CAP nationales, garantes d'égalité et de transparence pour tous les agents. Même si les coups de canif semblent anodins, les enjeux sont essentiels pour les carrières. Avec cette délégation, l'administration amplifie les attaques contre le statut général des fonctionnaires, vide les instances de représentation des personnels de leurs prérogatives pour mieux mettre en place une gestion de ressources humaines de type privé. »*

La CFDT-Culture ne cautionne pas ce type d'analyse. Toutefois, M. Jean-Pierre SASTRE (CFDT-Culture) exprime son accord avec le représentant de SUD Cultures Solidaires sur le fait que le caractère hybride de la BNF engendre parfois des inégalités de traitement entre les personnels, selon s'ils émanent des corps du ministère de la Culture ou de l'Education nationale. Sur ce point, il convient de noter qu'en termes d'équivalence, la mesure proposée n'est pas du ressort du ministère de la Culture.

Enfin, M. Jean-Pierre SASTRE (CFDT-Culture) observe que si les représentants de la CFDT avaient le moindre doute sur la nocivité du texte, ils s'y opposeraient. Il signale qu'un texte équivalent a par ailleurs été approuvé par les représentants du personnel au Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat. Il admet cependant que certaines évolutions menacent les CAP, en particulier vis-à-vis des corps des personnels de la filière Bibliothèque qui travaillent dans les établissements du ministère de la Culture. L'avis des instances telles que les commissions paritaires d'établissement, qui interviennent avant la saisine de la CAP, n'est pas toujours pris en compte et certains directeurs d'établissement s'affranchissent de leur avis. La CFDT critique l'absence de ces instances au sein du ministère de la Culture, qui entraîne un manque de transparence sur les critères des choix et des nominations. Par ailleurs, la filière

Bibliothèque semble menacée au sein du ministère de la Culture. En effet, lors d'un quinquennat précédent, il était envisagé de rapprocher au sein d'un même pôle des métiers totalement distincts, menaçant la pérennité de la filière. Certains textes préconisaient notamment un rapprochement entre les conservateurs du patrimoine et de bibliothèque, dont le métier et la formation sont pourtant sensiblement différents.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) rappelle l'opposition de principe de la CGT aux délégations. Elle note par ailleurs l'absence de visibilité des agents sur les crédits d'établissement (T3) et signale que la direction de la BNF enfreint souvent les procédures, comme le montrent les condamnations au tribunal dont elle fait l'objet pour des sanctions disciplinaires déguisées et des abus de pouvoir. Dans les cas de non-réintégration après une disponibilité et abandon de poste, c'est le fonctionnaire qui rompt le lien avec le service. La décision est soumise à une procédure très précise, mais risque d'être inexistante si l'on considère que celle prévue en matière disciplinaire a donné lieu à divers abus de pouvoir de la part d'un certain nombre de directions. Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) rappelle que la BNF a suspendu pendant huit mois à titre conservatoire et en continu un agent qui avait pourtant gagné au tribunal. Elle souligne l'importance du soutien qu'il a reçu, non seulement de la part de sa famille, mais de tous ses collègues et d'un certain nombre d'organisations syndicales, avec le lancement d'une pétition dans le service. Elle insiste sur le fait que la décision à son encontre a été prise par le DRH de la BNF, qui n'a par ailleurs tenu aucun compte de l'avis favorable d'une CAP Culture vis-à-vis d'un secrétaire de documentation. Ce DRH pratique régulièrement des abus de pouvoir, y compris vis-à-vis de l'autorité du ministère de la Culture. Sa non-prise en compte des avis des CAP concerne également des cas de reclassement, qui sont pourtant prioritaires et ouvrent des droits aux agents. Pour toutes ces raisons, la CGT votera contre ce projet de décret.

M. Christophe UNGER (CGT-Culture) rejoint la demande de SUD Cultures Solidaires sur la nécessité d'un bilan. Il signale que le conseil d'administration a souhaité la fin de la délégation de gestion car elle devait entraîner une diminution des vacances d'emplois, qui ne s'est pas produite. Sur ce point, il souligne la nécessaire lisibilité entre le T2 et le T3 au sein du ministère. Il note par ailleurs que les représentants de la CAP, à majorité FSU, se sont prononcés contre le texte et demande pourquoi ce dernier n'a pas été adopté en 2007 avec les actes de délégation. Il réaffirme enfin l'opposition des représentants CGT au dispositif actuel.

M. Christophe MILES en déduit que la CGT et SUD Cultures Solidaires expriment un vote défavorable sur cette disposition car elle participe d'un dispositif de délégation qu'elles rejettent globalement. Concernant la demande d'un bilan, il réserve la position de l'administration. Il en admet toutefois l'intérêt dans le cadre de la GPEC notamment, où la situation de milliers d'agents dont la gestion est déléguée à deux grands établissements doit être examinée.

Il propose de passer au vote du projet de décret.

VOTE DU PROJET DE DÉCRET

Votes contre : CGT-Culture (7 voix) ; SUD Cultures Solidaires (2 voix) ; FSU (1 voix).

Votes pour : CFDT-Culture (3 voix).

Abstention : UNSA (1 voix).

M. Christophe MILES propose d'aborder la revue des missions en début d'après-midi, sachant qu'une réunion spécifique sur ce sujet aura lieu début décembre avec les organisations syndicales. Les documents sur ce point, validés seulement la veille au soir, seront adressés rapidement aux représentants du personnel.

M. Christophe MILES précise que la version définitive de la cartographie, qui aurait dû être envoyée aux représentants du personnel, pourra être distribuée sur table en début d'après-midi, avec la cartographie des consultations.

La séance est suspendue pour le déjeuner.

Questions diverses

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) souhaite connaître la position de la sous-direction de l'archéologie ou de la DGPAT sur les trois conventions signées par la direction de l'INRAP avec des syndicats d'aménageurs. En effet, il semble que ces conventions prévoient des tarifs préférentiels au bénéfice des adhérents de ces aménageurs, ce qui va à l'encontre de l'équité entre ces derniers. Par ailleurs, la transmission de données de l'INRAP à ces aménageurs empièterait largement sur les missions des services régionaux d'archéologie (SRA) et ajouterait à la confusion dans ce domaine. Enfin, les aménageurs feraient payer des études que le service public offre gratuitement. M. Tahar Ben REDJEB (SUD Cultures Solidaires) souhaite savoir si la tutelle a eu connaissance de ces conventions et comment elle compte y répondre.

Mme Isabelle MARECHAL confirme l'existence de trois conventions signées entre septembre et octobre 2014 avec le Syndicat national des aménageurs lotisseurs, la Fédération des promoteurs immobiliers et la Fédération des entreprises publiques locales. Ces trois conventions, de nature similaire, visent à mieux organiser le lien entre l'INRAP en tant qu'opérateur d'archéologie préventive et les aménageurs fédérés. L'objectif de faciliter la réalisation des opérations d'archéologie préventive est *a priori* opportun. Cependant, une vigilance doit être observée quant au contenu des conventions et au maintien des prérogatives des SRA. Il semble néanmoins difficile qu'un aménageur achète à l'INRAP des données qu'il peut obtenir gratuitement auprès des DRAC. Ces principes seront rappelés lors d'une réunion qui se tiendra prochainement avec les dirigeants de l'INRAP.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) en conclut que l'administration n'a pas connaissance du détail de ces conventions.

M. Alexis MANOUVRIER précise qu'il a obtenu la communication de ces conventions dix jours auparavant. Lors d'un entretien avec le président de l'INRAP, il a pu lui rappeler la distinction du rôle des services prescripteurs et de l'INRAP vis-à-vis des aménageurs. Selon lui, le risque n'est pas tant que l'INRAP empiète sur les prérogatives des SRA, mais que les aménageurs distinguent bien les fonctions de chacun et sachent notamment que les prescriptions sont gérées par ces derniers. Une rencontre a été fixée pour examiner les conventions en détail et lever les éventuelles ambiguïtés.

M. Christophe MILES souhaite savoir sur quoi portent précisément ces conventions.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) précise que les conventions sont déjà signées. Il considère que l'INRAP n'a pas vocation à s'aligner sur les opérateurs privés d'archéologie préventive. Il donne lecture d'une clause des conventions : « *Les entreprises publiques locales qui s'engageraient à faire réaliser l'ensemble de leurs opérations de fouilles archéologiques préventives exclusivement par l'INRAP bénéficieraient d'un traitement de faveur. En effet, l'INRAP s'engage à réserver des moyens spécifiques afin que les opérations de diagnostic et de fouilles aient lieu dans des délais respectant les demandes des adhérents et à des conditions tarifaires préférentielles.* » Cette clause organise une inégalité impropre pour un établissement public au regard du coût des opérations archéologiques.

Au sujet de l'empiètement des missions des SRA, M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) donne lecture d'une autre clause des conventions : « *L'INRAP et la fédération des EPL entendent par exemple mieux appréhender les questions d'archéologie dans les opérations d'aménagement ou immobilières, de porter à connaissance les nombreuses données dont dispose l'INRAP sur les territoires, mais aussi d'anticiper au mieux le risque archéologique lors de la phase études des opérations. Le protocole prévoit également que l'INRAP pourra transmettre ces connaissances à la fédération des EPL, la liste des parcelles situées dans le périmètre d'intervention des EPL et qui ont fait l'objet de fouilles par l'Institut au titre de l'archéologie préventive. Il s'engage aussi à fournir gratuitement aux EPL à l'issue de ces opérations archéologiques toute information qui pourrait leur être utile pour leurs projets d'aménagement futurs.* » Ces missions correspondent clairement aux missions des SRA relatives à la carte archéologique et de zonage et aux saisines préalables dans le cadre de l'article 12. En outre, les données transmises par les SRA sont plus complètes que celles dont pourrait disposer l'INRAP, qui induiraient en erreur les aménageurs. Enfin, l'INRAP facturera des prestations quand il s'agira de « *retraiter et synthétiser les données archéologiques en vue d'une intégration dans les projets stratégiques d'aménagement des EPL ou dans leur programme opérationnel. Ces données pourront prendre diverses formes (cartographies synthétiques ou cartographies détaillées).* » Ce travail est également réalisé par les SRA. M. Tahar BEN REDJEB (SUD Cultures Solidaires) demande si ce sont les prescriptions de diagnostic des SRA qui prévaudront sur les accords, tacites ou non, entre l'aménageur et l'INRAP.

Mme Isabelle MARECHAL précise que la direction de l'archéologie n'a pas été informée à l'avance de ce projet de conventionnement. L'ensemble des points soulevés par SUD Cultures Solidaires constituent des interrogations et seront examinés avec l'établissement public. Elle confirme que les nombreuses informations détenues par l'INRAP sont seulement liées à son activité directe et qu'il n'est pas question de supprimer les compétences des SRA ou de doubler son travail. L'INRAP peut néanmoins souhaiter mettre à disposition ses propres informations sous une autre forme que le rapport de fouilles ou les travaux de recherches associés. Il doit toutefois être clair que les missions des SRA demeurent intactes en ce qui concerne le dialogue avec les collectivités territoriales, les plans d'urbanisme et les projets d'aménagement notamment. Il semble que les projets des aménageurs concernés soient de nature spécifique. La situation sera clarifiée sur l'ensemble de ces points avec l'INRAP.

M. Christophe MILES signale que toute convention de ce type devrait être présentée au moins à titre d'information, voire soumise au vote du conseil d'administration. Il ajoute que dans le passé, le « plan aménageur » portait exclusivement sur la partie commerciale de l'INRAP, or la convention présentée semble compromettre les missions régaliennes de l'Etat.

Il note cependant la nécessité pour l'INRAP d'assurer un chiffre d'affaires suffisant pour garantir ses emplois. Il souhaite pour finir une clarification rapide des textes des conventions.

M. Nicolas PAYRAUD (CFDT-Culture) insiste sur la forte inquiétude suscitée par la confusion entre la fouille et le diagnostic dans la convention. La formalisation des préférences de l'INRAP vis-à-vis des aménageurs dans une convention, en s'engageant y compris au niveau des diagnostics, est non seulement choquant en termes de service public, puisque le diagnostic est une mission de service public, mais peut être attaquée par la concurrence privée. Ce point est particulièrement sensible. En outre, une telle convention devrait être soumise au conseil d'administration pour approbation ou au ministère de tutelle pour son examen préalable.

M. Benoît ODE (SNAC-FSU) observe que depuis 2004, des opérateurs privés d'archéologie ont été pris en défaut de s'engager dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage, mais que l'empêchement de répondre à des marchés de fouilles a mis fin à cette activité. L'INRAP doit pouvoir renforcer sa position tout en évitant les confusions. La signature d'arrangements avec certains aménageurs intervient aux dépens d'autres, en majorité publics, ce qui pose un problème dans le cadre du renforcement du pôle du service public.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) insiste sur l'exercice de la tutelle, que l'INRAP semble négliger, à la fois en termes d'équilibre juridique et des missions qui lui sont dévolues. Elle note que depuis trois ans, la fenêtre d'accueil du portail des sites archéologiques de l'INRAP, en lien avec Géoportail et l'IGN, s'ouvre sur le titre « carte archéologique nationale », qui relève du ministère de la Culture.

M. Christophe MILES souligne la nécessité d'examiner ce sujet en détail.

Point 2 (suite) : Point d'information sur la revue des missions (pour information)

M. Christophe MILES indique que la cartographie des missions, ou cartographie simplifiée, correspond à une compilation des cartographies détaillées. Les réactions de certaines organisations syndicales et des DRAC ont conduit à leur modification ou ajustement. Le Secrétariat général à la modernisation de l'action publique a reçu la cartographie détaillée des missions accompagnée d'une liste de thèmes possibles de concertation, qui sont le résultat d'une tentative de synthèse des missions de l'Etat. Deux thèmes de concertation ont été retenus pour le secteur culturel, après élimination du thème sur les fonctions d'inspection et de contrôle, qui appartiennent au domaine régalien :

- l'exercice de l'expertise dans le domaine culturel ;
- l'exercice des politiques partenariales dans le domaine culturel.

Ces deux thématiques relèvent du thème n°4, figurant en page 4 du document distribué.

Les 23 thèmes de consultation locale ont été classés en 4 grands thèmes par le SGMAP :

- l'Etat expert : comment conserver et développer une connaissance des territoires :
M. Christophe MILES a insisté pour que cette expertise dans le domaine culturel soit retenue ;
- l'Etat garant des sécurités : le secteur culturel n'a pas lieu d'intervenir dans ce domaine ;

- l'Etat garant de la cohésion économique et sociale : le thème n°21 (« Les politiques culturelles, vecteur et levier de développement et de cohésion des territoires, de soutien à la création et à l'animation artistique et exercice de la compétence partagée ») renvoie au maintien de la culture en tant que compétence partagée dans le cadre de la loi ;
- les leviers du partenariat, transversaux à l'ensemble des problématiques sur lesquelles le ministère de la Culture peut être amené à intervenir.

Les concertations ont commencé depuis une semaine, avec un léger retard pour le SGMAP. Les territoires de concertation, figurant en page 5 du document, comprennent deux régions d'outre-mer (la Guyane et la Réunion) et neuf régions métropolitaines, avec une légère évolution de la carte initiale. Le thème n°4, « La culture comme vecteur d'expertise », sera abordé en Bourgogne, dont la politique culturelle n'est pas un vecteur majeur d'action, ainsi que dans le Nord, où à l'inverse, la culture reste importante en termes budgétaires, bien qu'elle soit désormais orientée vers le développement d'une politique de marques. Le thème n°21, « La culture comme compétence partagée », sera abordé dans trois régions, dont la région Aquitaine, qui fusionnera avec le Limousin, et l'Alsace, où le sujet est important en raison de sa forte identité régionale. Les concertations, qui débiteront dans les 15 prochains jours, réuniront les agents de l'Etat, les services déconcentrés et les grands opérateurs présents sur le terrain, ainsi que les cadres des collectivités territoriales et éventuellement ceux relevant d'établissements du service public hospitalier, outre les usagers, les entreprises et associations.

En vue de préparer la concertation, M. Christophe MILES a rencontré avec Corinne POULAIN les représentants des associations de directeurs des affaires culturelles des collectivités, et cette dernière a rencontré les représentants des associations d'employeurs et institutions du spectacle vivant. Des fiches ont été réalisées à partir des thèmes 4 et 21, en postulant le non-retrait de l'Etat dans les domaines concernés, en dépit d'une évolution possible des rôles. Les questions culturelles figurent en page 6 du document, qui sera diffusé à l'ensemble des organisations syndicales représentées au sein du Conseil supérieur de la fonction publique : « *L'expertise s'exerce dans le domaine culturel : conservation et entretien du patrimoine bâti, archéologique, muséal, repérage et maintien de l'excellence artistique, recherche d'un accès équitable et démocratique à la culture dans le domaine de la création artistique, du cinéma, du livre et de la lecture et de l'action culturelle.* » Sur l'expertise et les leviers du partenariat, la culture est concernée par les points 3 et 4, mentionnés en page 7 du document : « *Egalité d'accès à la culture sur tous les territoires, élargissement des publics, outils des partenariats, rôle des services déconcentrés (exercice partagé des compétences, organisation des rôles, mise en place de guichets uniques).* »

Quatre ministères, dont celui de la Culture, n'ont pas encore communiqué les points à conserver ou supprimer au Secrétaire général de la modernisation de l'action publique et au ministère de l'Intérieur. En effet, la culture étant une compétence partagée, les évolutions éventuelles doivent être préalablement définies avec les collectivités. Ce travail sera réalisé avec la direction générale, sur la base d'entretiens. Par ailleurs, le cabinet de la ministre travaille sur ces questions sur la base d'un premier état des lieux des compétences partagées, qui ne postule pas d'évolution à la baisse des compétences dans le domaine culturel.

M. Romain CORMIER s'interroge sur la disparition du Poitou-Charentes dans la concertation, sachant que les deux régions limitrophes avec lesquelles elle devra fusionner seront concertées.

M. Christophe MILES signale qu'il ne dispose pas des éléments de réponse à ce sujet.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) note l'absence des fonctions support dans les tableaux.

M. Christophe MILES répond que pour les raisons méthodologiques qui ont été exposées, les fonctions support ne devaient pas être recensées. Leur utilité a néanmoins été reconnue par le Secrétaire général de la modernisation de l'action publique.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) demande que le tableau relatif aux fonctions support soit communiqué aux représentants du personnel.

M. Christophe MILES accède à cette demande. Il précise que deux types de fonctions support ont été distinguées : les fonctions « support support », de logistique et de fonctionnement (paiement des factures, frais de déplacement, etc.), et les fonctions support associées aux métiers, plus complexes.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) souhaite avoir des précisions méthodologiques sur l'élaboration du document. En particulier, elle s'interroge sur la façon dont les thèmes ont été répartis dans les régions, dont les résultats des concertations détermineront les feuilles de route des ministères. Le fait que les thèmes ne soient abordés que par les régions choisies semble réducteur pour définir une politique nationale, compte tenu de la grande diversité des pratiques. Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) s'interroge également sur les possibilités de dialogue entre les régions, constatant la mauvaise représentation de l'Ouest parmi les régions choisies.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT Culture) observe que la région Nord consacre 21 % de son budget à la culture, soit un pourcentage plus élevé que la moyenne nationale, située entre 10 et 14 %. Elle signale que le principe de représentativité n'est pas respecté dans les régions de Bourgogne ou de l'Aquitaine et demande si la concertation ne pouvait pas être menée dans l'ensemble des régions.

M. Christophe MILES précise que le nombre de thèmes, limité à sept par région, a été défini par le SGMAP en fonction des délais contraints de la concertation.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) insiste sur la nécessaire distinction entre l'inspection et l'expertise parmi les thèmes retenus. Elle confirme que l'inspection relève du principe régalién, mais note qu'il convient de préciser si l'expertise est de nature scientifique ou économique, en raison de compétences diverses et de profils de métiers. Elle rappelle que dans le cadre de l'expertise partagée avec les collectivités, ce sont les élus qui décident. L'expertise est alors portée par le niveau politique, les techniciens devant se mettre à son service. Par ailleurs, les compétences métier des collectivités et de l'Etat ne sont pas exercées dans les mêmes lieux. L'examen du tableau par disciplines montre que le spectacle vivant est très peu encadré par les textes, à la différence du domaine patrimonial.

M. Christophe MILES confirme la nécessité de se concerter avec les DRAC sur la distinction importante, en particulier dans le domaine du spectacle vivant ou de la création au sens large, entre les fonctions de l'inspection et celles d'expertise.

M. Christopher MILES répète que la concertation ne pouvait être menée sur l'ensemble des territoires. Il regrette que le thème culturel ne puisse être porté par les régions Rhône-Alpes ou PACA, représentatives dans le domaine culturel. La région PACA se caractérise par la concentration de 41 % des crédits dans la métropole Marseille-Aix, alors que les collectivités des départements non côtiers investissent peu dans le développement culturel. La vaste région de Rhône-Alpes, amenée à s'amplifier avec l'Auvergne, a développé une politique dynamique dans le domaine culturel, avec une logique forte de métropolisation et de fusion avec le Département, vis-à-vis de laquelle la politique partenariale conduite par le ministère doit être examinée.

L'expertise qui sera menée par le ministère sera nourrie des concertations sur le terrain et des discussions interministérielles. La consultation du ministère sur l'évolution des missions constitue une étape particulièrement délicate. M. Christophe MILES s'en est inquiété auprès du Secrétariat général de la modernisation de l'action publique et du ministère de l'Intérieur, en mettant l'accent sur la nature complexe de la culture.

Le ministère de la Culture, quoique modeste, est l'un des rares qui applique encore une politique d'intervention structurée. Cette politique est révolue au ministère de la Jeunesse et des Sports, où les crédits d'intervention ont été supprimés et les administrations départementales et régionales sont en voie d'absorption par d'autres structures. Sur le terrain, les agents du ministère ne sont pas considérés comme prioritaires dans le cadre des politiques de solidarité ou de santé, malgré la priorité signalée par le président de la République. Les politiques régaliennes subsistent néanmoins dans les politiques diplômantes du secteur de l'animation, et l'Inspection jeunesse et sports existe encore. Des interrogations portent sur les politiques d'éducation populaire et les pratiques amateurs, sachant que le développement de l'éducation artistique et culturelle ne devrait pas s'appuyer exclusivement sur le ministère de l'Education nationale.

A la suite des débats, les questions centrales sur l'évolution des missions seront examinées au mois de janvier. Certaines expérimentations pourraient être menées, comme en Bretagne sur une possible délégation de compétences dans le domaine du livre et du cinéma, sous réserve de la réunion de la CTAP et des formalités nécessaires.

M. Christophe MILES indique qu'il informera les représentants du personnel lors de la finalisation du projet de compétences. Une réponse sera apportée au président du conseil régional d'Aquitaine au sujet des industries culturelles. Des demandes pourraient également émaner d'autres collectivités.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) estime que le ministère n'est pas maître de ses décisions et qu'une discussion ouverte sur le sujet serait bienvenue.

M. Christophe MILES assure qu'il ne cache rien.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) soulève un problème méthodologique. La cartographie présentée précédemment comportait des colonnes grisées où il était prévu d'indiquer si les missions pouvaient être renforcées ou abandonnées. Une discussion devait être engagée en interne au ministère de la Culture, dans laquelle les organisations syndicales pourraient se prononcer sur le sujet. M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) souhaite savoir si celles-ci pourront s'exprimer dans les réunions de suivi et si un débat sera organisé, ou si le

cabinet décidera seul de l'avenir des missions. Par ailleurs, il demande des précisions sur le rôle des collectivités dans ces décisions.

M. Nicolas PAYRAUD (CFDT-Culture) souhaite intervenir au nom des personnels des régions d'outre-mer absentes de la concertation. Des tensions pourraient apparaître lors de la réorganisation des services qui suivra certainement, et qui aura des conséquences sur les relations avec les partenaires locaux. Une consultation complémentaire de ces régions serait donc souhaitable.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) demande si une approche transversale des thèmes sera possible, notamment sur la vie associative, qui est un sujet récurrent au sein du ministère de la Culture. En outre, elle souhaite savoir quelle région conduira la thématique sur l'égalité d'accès à la culture pour tous les territoires et l'élargissement des publics, transversale à l'ensemble des collectivités de l'Etat. Elle s'interroge également sur la possibilité d'une thématique spécifique concernant la demande portée par l'Aquitaine dans le domaine des industries culturelles, l'économie étant apparemment absente du débat. Les spécificités qui relèvent des industries culturelles doivent également être considérées, puisque les régions souhaitent en avoir l'exclusivité.

M. Christophe MILES répond que ce sujet est porté par le ministère de l'Economie et des Finances, mais que le ministère de la Culture peut y participer pour l'industrie culturelle. Une demande sera formulée au SGAR afin que les agents concernés par ces sujets puissent participer aux concertations.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) confirme l'existence d'un problème de méthode, déplorant notamment que les documents soient communiqués sur table. Les personnels sont très inquiets des informations qu'ils reçoivent, très irrégulières suivant les services. Les cadres des services déconcentrés expriment également une difficulté de dialogue social entre la Centrale et les services déconcentrés du ministère. Une nouvelle méthode de travail devra donc être trouvée.

La feuille de route envisageait l'examen d'un point relatif à la gestion modernisée et déconcentrée des ressources humaines : *« Des évolutions concrètes et rapides sont nécessaires pour favoriser la convergence des principes de gestion (indemnitaires, action sociale, médecine professionnelle), faciliter les mobilités sociales et mieux associer les chefs de services déconcentrés à la gestion des carrières des agents placés sous leur autorité. Les mobilités intrarégionales seront facilitées après une phase d'expérimentation. Les ministères seront invités à proposer un plan global de déconcentration en matière de ressources humaines. Ces évolutions doivent être examinées dans le cadre du dialogue social. »* L'arbitrage des orientations en matière de déconcentration RH était prévu à l'automne 2014. Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) répète la question à laquelle M. Christophe MILES n'a pas répondu à la réunion précédente : quel est l'avis du ministère sur ces questions ? En outre, elle souhaite connaître l'apport du ministère dans le décret sur la charte de déconcentration qui devait être finalisé fin novembre 2014.

Aucune information n'a été communiquée sur le plan de relance des fonctions support qui inquiète les personnels. Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) demande si la sanctuarisation est maintenue dans le cadre des futures fusions des régions avec les DRAC. En outre, elle s'interroge sur l'organisation départementale prévue dans un certain nombre de

services patrimoniaux. Sur le Grand Paris, les représentants du personnel n'ont obtenu aucune information.

Par ailleurs, Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) prend acte de l'information apportée sur le guichet unique. Elle déplore la façon dont les représentants du personnel sont informés en Bretagne, et regrette que les agents ne soient pas plus informés. Les demandes de délégation de compétences de la Bretagne et des Pays de la Loire concernant l'industrie culturelle témoignent de leur intérêt pour l'attractivité des territoires au travers de la culture plutôt que pour le développement humain.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) demande une suspension de séance pour permettre une concertation entre les représentants du personnel sur le sujet de la Bretagne.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD-Culture solidaires) déplore d'apprendre de tels scoops en CTM. Il souhaite savoir si la demande a été présentée formellement par la Bretagne et si elle a été mise en discussion, car les agents concernés n'ont pas l'air informés de cette situation. Il est indispensable de préciser si cette décision est véritablement actée. Si tel est le cas, les conséquences sur les missions des DRAC et sur les personnels doivent être appréhendées.

Par ailleurs, les thèmes de consultation sont encore abstraits. S'agissant de la cartographie, il est regrettable que la Picardie n'ait pas été impliquée dans la réflexion, car son expertise aurait pu être bénéfique.

L'échéancier de l'exercice de consultation doit également être précisé. Les inquiétudes des agents concernent les relevés de mission, mais également le devenir des DRAC. La Ministre a indiqué que les Préfectures de région et les DRAC conserveraient leur implantation actuelle, moyennant des évolutions telles que la mutualisation de fonctions support ou la départementalisation. Le service régional des monuments historiques a indiqué également que les CRMH avaient vocation à être départementalisés.

M. Christopher MILES affirme qu'il n'est nullement question de départementaliser les CRMH ou les SRA. Il semble exister une incompréhension à ce niveau.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD-Culture solidaires) souhaite également obtenir des précisions sur le calendrier envisagé. Par ailleurs, l'avenir des DRAC doit faire l'objet de discussions puisque leur fusion est à attendre.

S'agissant du tableau de synthèse, il est nécessaire d'identifier les évolutions qui y ont été apportées suite aux négociations engagées durant les dernières semaines.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) demande une suspension de séance.

M. Christopher MILES souhaite répondre aux nombreuses questions posées avant de suspendre la séance.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) considère que le ton utilisé par M. MILES est agressif et déplacé.

M. Christopher MILES considère ne pas avoir été agressif dans sa réponse. Il insiste sur l'instabilité du contexte actuel et rappelle que lorsque les discussions ont été engagées, il était encore question de supprimer les départements. Il semblerait finalement que le choix s'oriente

vers des syndicats intercommunaux, étant précisé qu'aucune décision n'est encore arrêtée. En outre, le périmètre de fusion des régions évolue constamment. Ainsi, l'instabilité institutionnelle ne permet pas d'engager un travail véritablement satisfaisant.

Par ailleurs, M. Christopher MILES indique avoir mentionné la revue des missions, sujet inscrit à l'ordre du jour. Il n'a en revanche pas été question des chantiers ATE mentionnés par Mme RENAULT. Le Gouvernement n'a pas encore ouvert le chantier relatif à la déconcentration des ressources humaines. Les services du Ministère de la Culture ne sont pas concernés par ce sujet, car la priorité est donnée à la gestion des effectifs dans les DDI. Les STAPS étant des unités départementales de services régionaux, ils ne sont actuellement pas impactés par le projet.

S'agissant de la charte de déconcentration, le Ministère de la Culture a commencé à se positionner, mais tout n'est pas encore arrêté.

Pour les fonctions supports et pour le Grand Paris, l'exercice devrait être engagé à la fin du mois. Deux types de territoires spécifiques sont à distinguer : les territoires d'outremer et les territoires Grand Paris et métropole. L'exercice de concertation est volontairement laissé en dehors de la revue des missions, la modalité de concertation n'étant pas encore connue à ce niveau.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) annonce que la Directrice régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France a été contrainte de réunir les personnels. Elle organise en outre des groupes d'information sur le Grand Paris et demande aux organisations syndicales de travailler de concert avec les administrations afin de les aider à gérer les difficultés qui pourraient naître des réunions organisées avec le personnel. Or, cette tâche ne revient pas aux organisations syndicales. En outre, puisque des réunions relatives au Grand Paris et à l'organisation ont lieu à la DRAC Ile-de-France, il est plus que probable que certains éléments soient d'ores et déjà actés.

M. Christopher MILES sait que des évolutions sont à attendre sur l'Ile-de-France du fait du Grand Paris. Il est donc logique que la DRAC Ile-de-France essaye d'anticiper sur ces situations en réunissant les organisations syndicales.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) est persuadée que si des groupes de travail sont organisés, c'est bien que certaines informations sont déjà disponibles. Il semblerait que toutes les parties n'aient pas le même niveau d'information, ce qui est regrettable. De plus, les informations communiquées en CTM diffèrent systématiquement de celles fournies par les Directeurs régionaux. De très nombreuses rumeurs circulent, noyant de fait les véritables informations.

S'agissant de la Bretagne, **M. Christopher MILES** rappelle que la question a été posée et que la Ministre se rend en Bretagne le 1^{er} décembre pour négocier avec les collectivités. A ce jour, aucune décision n'est prise. Le précédent secrétaire général et Corine POULAIN s'étaient rendu à la DRAC Bretagne et avaient indiqué que cette délégation de compétences serait examinée favorablement, en précisant qu'elle était expérimentale.

S'agissant de la méthode, il est vrai qu'elle est complexe et s'élabore avec les représentants du personnel. Cependant, l'évolution des missions ne peut pas faire l'objet d'une co-construction totale. Un CCDTC est prévu la semaine suivante et des précisions pourraient être apportées sur les demandes des collectivités.

Par ailleurs, la question des associations est traitée dans le thème 19 de la concertation.

Enfin, sur la question de la fusion et de l'impact sur les fonctions support, le travail se poursuit. L'IGAC travaille avec les trois Inspections générales ministérielles afin de rédiger un rapport qui devra être remis fin mars. La seule nouveauté concerne le fait que deux régions (à savoir la Bourgogne et la Franche-Comté) travaillent de manière plus avancée sur ce sujet. Les Présidents de ces deux régions ont en effet souhaité fusionner volontairement, et les Préfets concernés viennent de recevoir une lettre de mission leur demandant de concevoir les modalités de rapprochement de leurs services. Il a été proposé de réunir les DRAC Franche-Comté et Bourgogne afin d'aborder les questions d'évolution de personnel, sur la base de diagnostics (la cartographie des emplois notamment).

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) comprend la complexité du sujet. Cependant, si la cartographie doit permettre de coter les missions, personne n'a compris la manière dont doit se dérouler cette étape.

M. Christopher MILES explique qu'un travail est en cours avec le cabinet. Lors de la prochaine réunion de concertation, il sera possible de proposer une réflexion sur les missions. Une note synthétique permettra ainsi de mieux appréhender l'évolution des missions, en distinguant les missions régaliennes, les industries culturelles ou encore les missions de certaines collectivités. Les collectivités annoncent une baisse des subventions attribuées au secteur culturel comprise entre 5 % et 15 %. Certains départements comme le Nord-Pas-de-Calais cessent même toute intervention dans le domaine patrimonial.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) confirme que les collectivités territoriales réduisent leurs financements, et que ces réductions ne concernent pas uniquement le domaine de la culture. S'agissant des propositions qui seront faites, il importe de préciser la manière dont les métropoles s'intégreront dans le futur schéma. Il serait également intéressant de connaître les discussions engagées sur ce sujet avec le Ministère de l'Intérieur.

Les organisations syndicales réitèrent leur demande de voir associer les personnels dans les différentes DRAC. Il est indispensable de les tenir informés, car ils sont extrêmement inquiets quant à leur devenir et à celui de leurs missions. D'après des rumeurs, certaines entités pourraient disparaître dès le 1^{er} janvier 2015 et des informations doivent être apportées rapidement.

M. Christopher MILES explique que dans un premier temps, la réflexion doit porter sur le contenu et sur les missions. Ce n'est que dans un second temps que ces éléments pourront être croisés avec le contenu des territoires. En effet, ces territoires doivent être stabilisés avant d'être croisés avec la grille, département par département.

S'agissant de la nécessité d'informer le personnel et de communiquer, il est vrai que les DRAC doivent disposer de certaines informations qu'elles pourront ensuite relayer auprès de leur personnel.

La séance est suspendue quelques minutes.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) félicite la Direction, car elle a réussi à reconstituer une intersyndicale, ce qui n'était plus arrivé depuis un certain temps. Elle ajoute qu'un communiqué a été envoyé aux agents pour relater les faits qui se sont déroulés lors de la présente séance.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) donne lecture du communiqué au nom de la CFDT, de la CGT, du FSU et de SUD-UNSA :

« Au Comité technique ministériel de ce jour, présidé par Christopher Miles, Secrétaire général du Ministère, et en présence de François Romaneix, conseiller social de la Ministre et seul représentant du cabinet, il nous a été annoncé que la délégation de compétences économie du livre, manifestation littéraire et soutien au cinéma, volet des industries culturelles en Bretagne, était actée et que la Ministre se rendrait en Bretagne le 1^{er} décembre. Cinq minutes après, sous le feu des questions, Christopher Miles a fait machine arrière en essayant d'expliquer que l'arbitrage serait rendu et que la Ministre se rendrait en Bretagne pour l'annoncer. La seule réalité que nous avons pointée est la règle de l'opacité, de l'incohérence et de la confusion sur le démantèlement organisé du Ministère. Comme nous l'avions pressenti, cette première délégation de compétences préfigure ce qui risque de se produire dans les autres régions et DRAC. Il est primordial de rester mobilisés, vigilants et unis devant la gravité de la situation et des réorganisations prévues et annoncées. Rien n'est joué, nous pouvons encore peser et empêcher cette vente à la découpe de notre Ministère. Restons mobilisés.

Nota bene : le point suivant au CTM s'intitule « le Ministère en 2020 », mais rien sur les tous prochains jours. »

Point 4 : Présentation du bilan formation professionnelle 2013 (pour avis)

M. Christopher MILES présente Véronique ASTEIN, responsable du DRMF au sein du service RH. Il rappelle que ce bilan a été présenté à la commission formation réunie le 1^{er} juillet 2014.

Mme Véronique ASTEIN propose de présenter les bilans formation du Ministère, du Secrétariat général, puis des Directions générales et des Etablissements publics.

Bilan du Ministère

Ce bilan a été constitué sur la base de sollicitations de 88 structures, étant précisé que le taux de réponse a été de 94 %. Conformément à la demande de la DGAFP, la catégorie A+ est désormais distinguée.

L'activité globale connaît une évolution contrastée par rapport à 2012, avec une baisse de 7 % du nombre de stagiaires et de 1 % du nombre d'agents formés. Cependant, les dépenses directes consacrées à la formation progressent de 1 % et le volume total de jours de formation de 5 %.

La tendance à la baisse du nombre de stagiaires est plus marquée pour les formations portées par les DRAC, alors que les Directions générales connaissent une stabilité globale. L'évolution conjointe d'une baisse du nombre des stagiaires et d'une hausse du nombre de jours s'observe au sein du Secrétariat général et d'une façon encore plus tranchée pour les Etablissements publics. Il convient de souligner d'ailleurs le bilan négatif enregistré au niveau des écoles d'architecture.

Même si le nombre d'agents formés enregistre une diminution, 53 % de l'effectif ministériel ont été formés sur la période. Cette proportion est stable sur les quatre dernières années. Il apparaît en outre que les agents de catégorie A+ se forment moins que les agents des autres catégories.

Le nombre de stagiaires diminue globalement, étant précisé que l'évolution est plus ou moins contrastée selon les structures. Les DRAC et les Etablissements publics enregistrent les plus fortes diminutions.

La majeure partie des stagiaires se concentrent sur les métiers de la culture (29 %), l'hygiène et la sécurité (16 %) et la bureautique et l'informatique (15 %). Ces trois domaines enregistrent la baisse du nombre de stagiaires la plus importante.

S'agissant du nombre de jours de formation, un accroissement notable est à noter, ce qui renforce la tendance constatée l'année précédente. Ce constat s'explique en partie par les formations organisées par les Etablissements publics. Cette augmentation du nombre de jours de formation croisée avec la diminution du nombre de stagiaires implique une hausse sensible de la durée moyenne des stages par agent.

S'agissant des dépenses de formation, elles sont quasiment stables (en hausse de 1 %), et s'établissent à 9,4 millions d'euros. Elles concentrent des dépenses essentiellement portées par les Directions générales et les Etablissements publics. Les dépenses pédagogiques représentent 95 % des dépenses totales, et les frais de mission 5 % des dépenses totales.

Le coût complet de la formation est évalué à 36 millions d'euros, ce qui représente 4,5 % de la masse salariale globale du Ministère.

Par ailleurs, 23 agents ont intégré des dispositifs de VAE, 40 agents étaient en congé de formation professionnelle, et 60 agents ont effectué un bilan de compétences. De plus, 533 agents ont fait valoir leurs droits au DIF en 2013, dans des domaines recouvrant les préparations aux concours, les métiers de la culture ou des formations linguistiques. Il convient toutefois de souligner que l'utilisation du DIF a été moins importante qu'en 2012, pour une durée de formation quasi équivalente.

Le niveau de dépenses directes est stable. Le Ministère a formé moins de stagiaires, mais a proposé des formations plus longues. La part des agents formés reste constante, malgré une activité de formation qui faiblit au sein des DRAC.

Bilan du Secrétariat général

Le programme 2013 est fondé sur les orientations interministérielles, sur les besoins en formation recueillis au sein du Secrétariat, et sur les besoins en formation individuels ou collectifs pris en compte en cours d'exercice.

En 2013, le nombre de stagiaires enregistre une diminution de 5 %. Ce constat s'explique par différents facteurs, à savoir une participation moins conséquente qu'envisagée aux formations de préparation aux concours et aux examens professionnels pour les corps de catégorie B, le décalage de plusieurs projets informatiques importants sur l'année 2014, un problème conjoncturel lié au départ de deux responsables de formation et la passation de plusieurs marchés publics qui ont mobilisé les ressources au détriment de l'organisation de formations.

Les domaines de formation qui enregistrent les plus importantes diminutions sont l'informatique et l'hygiène et la sécurité. Toutefois, la diminution du nombre de stagiaires est contrebalancée par des formations plus longues, permettant de conserver un budget équivalent. Globalement, le volume de la formation individuelle est plus important, avec des stages parfois très longs.

Sur la période, le Secrétariat général a formé une centaine d'agents de plus qu'en 2012 : 31 % d'entre eux viennent de l'administration centrale, 35 % des Etablissements publics, 13 % des SCN et 22 % des DRAC.

S'agissant des formations dédiées à la préparation aux concours et aux examens professionnels, elles se sont orientées autour du renouvellement du marché national, de l'adaptation de l'activité au calendrier prévisionnel et aux plages d'inscription, des formations nouvelles visant la professionnalisation des membres de jurys, du développement des échanges avec les Etablissements publics dans un objectif de mise en cohérence de l'offre de formation et d'un engagement du DRMF d'accueillir des agents de certains grands établissements publics.

S'agissant de l'adaptation du plan de formation aux besoins particuliers du Ministère, le détail figure dans les documents remis.

En conclusion, si le nombre de stagiaires est en repli, le nombre de jours de formation ainsi que le nombre d'agents formés enregistrent une hausse. Il apparaît en outre sur les premiers mois de l'année 2014 un surcroît d'activité en matière de projets informatiques, confirmant le report de certaines formations de 2013 sur 2014.

2013 a été pour le DRMF une période de préparation en vue du plan de formation 2014. En effet, un grand nombre de formations nouvelles ont été intégrées au catalogue, nécessitant un important travail de conception pédagogique. 2013 a également été l'année durant laquelle a été élaborée la note pluriannuelle d'orientation de la formation professionnelle pour la période 2014-2016, qui permettra de renforcer le pilotage et la cohérence de la politique de formation.

Bilan pour les différentes Directions générales

Au niveau de la Direction générale des patrimoines, il convient de noter une progression régulière du nombre de participants. 65 % des formations organisées concernent des actions spécifiques métiers.

Par ailleurs, l'intervention de la Direction générale de la direction artistique dans le domaine de la formation reste modeste, même si elle progresse. En effet, le nombre de stagiaires formés est en progression, notamment au niveau du renforcement de l'expertise métier.

L'activité de la Direction générale des médias et de l'industrie culturelle est essentiellement orientée vers le service du livre et de la lecture, notamment sur les métiers de la filière du livre. En 2013, des actions ont également été engagées dans le domaine des médias et de l'industrie culturelle, principalement dans le cadre de formations individuelles.

Bilan des Etablissements publics

La Bibliothèque nationale de France enregistre une diminution du nombre de stagiaires par rapport à 2012. Son action a été orientée vers quatre objectifs, à savoir l'accompagnement des agents dans leur projet professionnel, l'accompagnement des projets de réorganisation et d'évolution des services, la formation en lien avec le numérique et l'appui à l'encadrement.

Le Musée du Louvre a formé plus de 3 800 stagiaires. Ainsi, ce sont plus de 71 % de l'effectif qui ont suivi une action de développement des compétences, étant précisé que le public concerné est relativement large. L'année 2013 a été marquée par le lancement et la mise en œuvre de nouveaux marchés de formation et l'élargissement de l'offre.

Le Musée et Domaine national du Château de Versailles présente des activités de formation en hausse, avec 1 200 stagiaires formés. Les actions engagées ont principalement concerné les domaines des marchés publics, de l'accueil du public, de la communication et de l'hygiène et de la sécurité.

Mme Caroline CLIQUET (SUD-Culture Solidaires) constate que le montant global des dépenses augmente de 1 %, mais que les dépenses engagées par les écoles d'architecture et les DRAC diminuent. Le constat est le même en termes de nombre de stagiaires, où la diminution est beaucoup plus sensible au niveau des écoles d'architecture et des DRAC. Il semble nécessaire d'expliquer cette situation. Pour ce faire, un travail d'analyse avait été proposé lors de la commission formation : qu'en est-il ?

Par ailleurs, de nombreux agents constatent une hausse de leur charge de travail. Dans ces conditions, il est difficile pour eux de s'absenter pour suivre une formation, car toute absence génère du retard dans l'accomplissement de leurs missions. Ainsi, le manque d'effectif et la surcharge de travail nuisent aux formations.

Mme Sophie MEREAU (CGT-Culture) considère que les dossiers formation professionnelle et GPEC sont liés. Selon elle, la formation professionnelle implique le travail, sa finalité, les conditions d'exercice, la rémunération et les déroulements de carrière. Les représentants du personnel réclament l'ouverture de concours et les formations qui doivent les accompagner afin d'assurer la réussite des agents et de les accompagner dans leur évolution de carrière. Il est regrettable de constater que certains agents sont bloqués depuis plusieurs décennies en bas de l'échelle alors que leurs missions n'ont cessé d'évoluer au fil des années et qu'ils ont su s'adapter à ces nombreux changements.

Une telle ambition demande des moyens financiers. Certes le budget de formation a progressé de 1 % par rapport à 2012, mais il importe de rappeler qu'il avait diminué de 10 % les années précédentes. Il n'est donc même pas encore question de rattrapage. Des effectifs sont également nécessaires pour réaliser le travail de prévention.

Lors de la réunion de la commission formation de juillet, les représentants du personnel ont attiré l'attention de la Direction sur le départ d'un agent. Il est à espérer que son remplacement ait été organisé, car il n'est pas possible d'envisager un projet de formation sérieux sans reconstituer les équipes.

Par ailleurs, dans les prochains bilans, il serait opportun de procéder à des comparaisons avec la Fonction publique, notamment en termes de nombre de stagiaires et de nombre de formations.

Il apparaît que 61 % des formations sont centrées sur l'adaptation immédiate au poste de travail, ce ratio pouvant atteindre 80 % dans certains secteurs. Un travail doit donc être mené en amont afin de mieux adapter les formations aux besoins.

Comme en 2012, 53 % des agents ont bénéficié d'une action de formation. La Direction s'était engagée à dresser un point sur les DRAC et les écoles d'architecture qui ne suivent pas les mêmes tendances que les autres entités. Avaient été évoqués des problèmes de communication en termes de droit à la formation, mais des éléments d'analyse supplémentaires doivent désormais être apportés.

En termes de nombre de formations, les formations très courtes sont en diminution au profit des formations plus longues. Les représentants du personnel ne peuvent que s'en réjouir, car ils considèrent qu'une formation doit avoir une durée minimale de trois jours pour être véritablement efficace et offrir un contenu suffisamment conséquent.

En termes de GPEC, il apparaît que des agents suivent des VAE et des bilans de compétences. Il serait intéressant de savoir si ces agents ont des projets et si ces formations débouchent sur des réalisations professionnelles.

Il avait également été demandé que, dans les prochains bilans, l'INP soit distinguée du reste, car elle biaise les chiffres.

Sur la DGCA, une forte mobilisation est constatée. En effet, 13 % des agents avaient suivi une formation il y a trois ans : ce ratio atteint 36 % en 2013. Le bilan du Château de Versailles fait état de nombreux refus de formation, alors que cet élément n'apparaît pas forcément dans les autres bilans. Il est pourtant très important, car il peut révéler des difficultés. Il semble nécessaire de réfléchir à la normalisation de la présentation des bilans. Cette proposition avait été formulée en juillet, car il est important que toutes les entités fournissent les mêmes informations.

S'agissant des Etablissements publics, il est regrettable que seuls certains d'entre eux apparaissent dans les bilans. Il serait en effet opportun de présenter l'ensemble des Etablissements publics et des DRAC, comme cela a été demandé dans le cadre du programme de formation 2013.

Un bilan devrait également concerner les contrats d'avenir en détaillant les formations et l'expérience des personnes employées par ce biais.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) constate que les formations métiers de la culture sont prépondérantes. Elle estime qu'il serait intéressant de mettre en lien ces formations et les fonctions réalisées par les stagiaires sur le terrain.

En outre, quasiment aucune formation ne concerne l'Europe et le développement durable. Pourtant, il est important de réaliser de la perspective dans ce domaine afin d'anticiper la demande.

Par ailleurs, plusieurs retours sont assez négatifs concernant certains formateurs. Il arrive par exemple que les fiches communiquées ne soient pas à jour. Il serait intéressant de savoir comment sont recrutés les intervenants.

S'agissant de l'hygiène et de la sécurité, les formations aux risques psychosociaux ne sont pas clairement identifiées dans les documents. Pourtant, tous les encadrants de la DGCA ont dû suivre ce module de formation.

Enfin, des questions se posent sur la thématique. Une concerne notamment la manière dont sont construites les formations sur les réformes et sur la nouvelle cartographie politique de demain.

M. Christophe UNGER (CGT-Culture) revient sur la situation de la BNF et souligne le déséquilibre qui existe entre les catégories en termes de formation : les catégories A semblent davantage formées que les catégories C. Sur la base de ce constat récurrent, les représentants de la CGT-culture s'abstiendront.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) se dit perplexe quand elle constate que certains agents de la catégorie A+ ne souhaitent pas se former. Etre cadre ne signifie pas que l'on possède toutes les connaissances. Une politique incitative doit être menée à ce niveau.

M. Christopher MILES ne souhaite pas que quelques situations particulières de cadres A+ soient généralisées. Il considère par ailleurs nécessaire de préciser la politique mise en place dans le Ministère, ainsi que les politiques de formation. De nombreux agents sont en adaptation de leur poste, étant précisé que la formation aux concours relève de l'amélioration des compétences.

La vision manque peut-être de prospective quant à l'évolution de l'expertise requise sur les métiers existants, et certains agents occupant des métiers traditionnels doivent adapter leurs compétences. Il est vrai qu'à ce jour, l'évolution de certains métiers n'a pas été suffisamment accompagnée. De plus, la question des métiers nouveaux doit être posée. Ces sujets n'ont pas été convenablement anticipés, et la politique de formation doit désormais être adaptée.

En termes d'égalité d'information, certains vecteurs doivent permettre de mieux travailler et de mieux faire remonter l'information de tous les établissements. La politique formation déployée en DRAC doit être davantage expliquée et toutes les entités doivent avoir accès aux formations au niveau déconcentré. Il importe de ne pas créer de doublons et de proposer des formations adaptées aux besoins des agents dans les services déconcentrés.

Mme Véronique ASTEIN revient sur la baisse importante du nombre de stagiaires constatée dans les DRAC et dans les écoles d'architecture. L'analyse dont il avait été question lors de la commission formation est en cours. D'ores et déjà est apparu un problème au niveau de la comptabilisation des formations délivrées par la PFRH. Des précisions seront apportées prochainement sur ce sujet.

S'agissant des écoles d'architecture, il sera nécessaire de se rapprocher de la Direction générale des patrimoines pour mieux appréhender la problématique. Il est toutefois acquis que jusqu'à récemment, les agents des écoles d'architecture comptaient parmi les plus formés. Il pourrait donc simplement s'agir d'un retour à la moyenne. Cependant, ce sujet mérite d'être expertisé, car une difficulté pourrait également concerner la communication relative aux formations auxquelles ces agents ont droit. L'accès à ces formations semble méconnu dans ces écoles.

S'agissant du faible pourcentage d'agents formés pour les concours et les examens professionnels, il est vrai que l'action engagée doit être accrue et complétée. L'ambition est

de permettre aux agents de suivre ces formations. Pour ce faire, l'offre doit s'accompagner d'une action de communication renforcée.

Au sujet du départ d'un agent au sein de la DGPAT, aucune information nouvelle ne peut être communiquée. Des précisions pourront être apportées lors de la prochaine commission formation, au début de l'année 2015.

Par ailleurs, des comparaisons avec la fonction publique seront réalisées et seront intégrées dans les prochains bilans.

Une question concernait également le développement des formations pour le T2 et le T3. Il semble exister un problème d'information et de connaissance à ce niveau et il sera nécessaire d'améliorer la communication en la matière.

Il est également acté de dissocier l'INP dans le prochain bilan afin de ne pas biaiser les durées globales de formation.

En termes d'homogénéisation des bilans, des améliorations seront apportées dès l'année 2015. Dans la mesure du possible, les données communiquées seront harmonisées.

S'agissant de la connaissance des formations délivrées dans l'ensemble des établissements publics et déconcentrés, il est nécessaire de professionnaliser ce sujet. La difficulté est que tous les outils ne sont pas partagés par les établissements, ce qui nuit à la remontée d'informations. Cet objectif sera complexe à atteindre, mais tout devra être mis en œuvre pour y parvenir. Il sera également indispensable de parvenir à anticiper les formations relatives à l'Europe et au développement durable.

Enfin, s'agissant des retours négatifs concernant certains intervenants, il sera nécessaire d'apporter des précisions pour que des améliorations puissent être envisagées.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) précise qu'a priori, le problème d'actualisation des données concerne davantage les intervenants internes. Elle ne souhaite toutefois pas communiquer de nom.

Mme Véronique ASTEIN juge indispensable d'avoir connaissance des supports non actualisés afin de traiter cette problématique.

S'agissant des formations aux RPS, elles sont comptabilisées dans la ligne « hygiène et sécurité ».

Mme Sophie AGUIRRE (SUD Culture solidaires) juge problématique que toutes ces formations soient regroupées sous un même item.

Mme Véronique ASTEIN souligne qu'il est désormais possible d'identifier la population A+. Il sera ainsi possible d'œuvrer pour leur formation.

M. Christophe CASTELL attire l'attention des élus sur les améliorations apportées au bilan de formation, notamment en termes de périmètre. Désormais, il est nécessaire de progresser en termes qualitatifs afin de mieux répondre aux attentes des représentants du personnel. Pour ce faire, le réseau des responsables de formation a été réactivé et une réunion s'est tenue récemment. Cette instance permet de faire circuler des informations.

Par ailleurs, il est vrai que même les cadres de catégorie A+ ont besoin de se former régulièrement. Ils doivent en effet toujours être à même d'apporter une plus-value à la structure. Des communications ont permis d'insister sur cet enjeu.

M. Christopher MILES juge indispensable de mener une réflexion sur l'entretien. En effet, les agents ne sont pas en demande spontanée de formation et les managers doivent être à l'écoute de leurs besoins à court terme. Ils doivent également avoir connaissance de l'offre de formation existante afin d'orienter au mieux les agents. Outre les risques psychosociaux, les managers doivent maîtriser des notions de formation et doivent être conscients de l'intérêt de former au mieux les agents de leur équipe.

M. Tahar BEN REDJEB (SUD-Culture solidaires) constate une diminution de près d'un quart des formations et juge indispensable d'en comprendre les raisons. Selon lui, ces raisons devraient être similaires sur l'ensemble des DRAC, à savoir une surcharge de travail, le coût des frais de déplacement difficile à avancer, une recrudescence des arrêts maladie nuisant à la disponibilité des personnes en poste et un manque d'information. Il importe de préciser que ces difficultés ne sont pas le fait des seuls encadrants. Plus généralement, il n'est pas possible de se satisfaire d'une communication réalisée exclusivement par mail.

Il est indispensable de dresser un bilan avant de réfléchir à de véritables programmes de formations. Dans le cadre des réformes en cours, il semble nécessaire d'anticiper les formations utiles pour les évolutions des missions des agents.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) revient sur l'importance de l'entretien et sur l'offre de formations. Elle considère que le fait de relayer correctement auprès des établissements publics les formations est bénéfique. Toutefois, il est regrettable de constater que trop souvent, des managers imposent aux agents de réaliser des formations T3 sur leur temps de DIF. Une note a été communiquée pour rappeler aux établissements publics que ces formations ne s'inscrivent pas forcément dans le cadre du DIF, mais ce sujet reste problématique sur certains établissements.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) revient sur la question de la mobilité. Le travail qui a été mené a distingué les formations courtes des formations longues. Or, il serait intéressant d'établir un lien entre la formation et la mobilité de l'agent. En effet, la mobilité permet souvent l'avancement et les évolutions de carrière.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) fait état de la formation d'accueil et de connaissance du Ministère, qui selon elle pose problème. Par le passé, elle était proposée systématiquement à tout nouvel arrivant et se déroulait sur quatre à cinq jours. Elle a depuis été fortement réduite et son contenu s'est amenuisé.

De ce fait, certaines situations sont devenues inextricables au niveau des CAP, notamment pour les contrats handicap. Les candidats à la titularisation se voient interrogés par le jury sur leurs connaissances du Ministère, mais ils ne sont pas toujours capables d'apporter des réponses précises, faute d'avoir été suffisamment formés. Les membres du jury conseillent alors à ces personnes de se renseigner et d'étudier sur Sémaphore durant le prolongement de leur période de stage afin de se préparer à repasser un jury. Les représentants du personnel sont opposés à un tel fonctionnement, Sémaphore n'étant pas un outil de formation. Ils réclament régulièrement en CAP la remise en place de cette formation d'accueil, avec le même niveau de qualité qu'elle avait par le passé.

M. Christopher MILES confirme que Sémaphore n'est pas un outil de formation. Toutefois, une réflexion pourrait être engagée sur les outils à mettre en œuvre sur internet, tel MOOC, afin de mutualiser des contenus de référence et de qualité, sous une forme adaptée.

Mme Dominique FOURNIER (CGT-Culture) regrette qu'en CAP, il ait été dit que les agents pouvaient se former en dehors de leur temps de travail, le week-end par exemple.

Mme Véronique ASTEIN indique, s'agissant des DRAC, que l'analyse n'a pas encore été menée à son terme. Les axes de réflexion déjà identifiés permettront d'orienter les questions vis-à-vis des responsables de formation.

Par ailleurs, un point devra être fait sur les Etablissements publics qui demandent aux agents de mobiliser leur DIF. Dans tous les cas, la note peut être réactualisée.

S'agissant de l'information sur les formations permettant une mobilité, il importe de voir comment expertiser le sujet. A ce stade, il n'est pas possible d'apporter une réponse. La difficulté consistera dans l'établissement de données statistiques.

Enfin, les organisations syndicales insistent souvent sur la formation d'accueil des nouveaux arrivants. Cette formation est bien proposée systématiquement, mais il est vrai qu'elle ne dure que deux jours. De plus, il serait opportun d'enrichir le catalogue de formation avec une action relative aux statuts et plus généralement au Ministère. Une expertise sera menée, étant précisé qu'un certain délai sera nécessaire pour s'améliorer à ce niveau.

M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU) indique que Le Louvre demande aux agents de prendre sur leur DIF pour suivre les formations de préparation aux concours. Cette manière de procéder n'est pas acceptable et la Direction devra apporter rapidement des précisions sur cette problématique.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) rappelle que 20 ans auparavant, les Directeurs des DRAC suivaient des formations. Ce n'est plus le cas depuis quelques années. Pourtant, les profils sont très différents et alors que les DRAC sont mal menées, il serait important qu'ils soient correctement formés. Les problématiques de méthodes sont prégnantes et plus le Directeur est compétent, plus il est possible de travailler rapidement.

M. Christopher MILES confirme qu'un parcours de formation concerne tous les personnels d'un ministère. Il indique avoir participé à une formation ayant permis de regrouper certains directeurs qui avaient été nommés en même temps. DAT et DRMF pourraient travailler ensemble afin de proposer chaque année des modules aux nouveaux DRAC entrants.

2° question diverse :

2- Situation de la Philharmonie de Paris. Les interrogations de SUD Culture Solidaires portent sur le statut juridique du nouvel établissement, la garantie de conservation des emplois et des postes, la pérennisation de l'ensemble des missions de la Cité de la Musique (décret n° 95-1300 du 19 décembre 1995 portant création de l'établissement public de la Cité de la musique, modifié par le décret n° 2006-211 du 22 février 2006) en portant une attention particulière au musée de la musique,....).

Pour cette question, Damien Philipidhis est invité comme expert au titre de SUD Culture solidaires.

M. Damien PHILIPIDHIS (expert SUD-Culture solidaires) rappelle que le nouveau bâtiment de la Philharmonie de Paris est en construction depuis plusieurs mois. Or, les syndicats sont très inquiets quant aux conditions de travail des salariés de l'établissement. Ces inquiétudes portent sur plusieurs points, dont notamment le statut juridique du nouvel établissement. En effet, aucune information ne circule sur ce sujet, et il serait important de préciser les modalités et le calendrier.

Les représentants du personnel réclament également une garantie sur la conservation des emplois et des postes. Un décret définit actuellement les missions des agents, mais des glissements sont constatés, en prévision de la création du nouvel établissement. La pérennisation des employés précaires est également indispensable.

Toutes les missions de la Cité de la Musique doivent être pérennisées, notamment celles liées aux concerts, aux musées et à la pédagogie.

Des inquiétudes remontent de la part de l'ensemble des services de la Cité de la Musique quant à la charge et à l'organisation du travail. La Direction générale tente de parer au plus urgent avec les postes actuels, mais les salariés se voient noyés sous le travail du fait de la création du nouvel établissement. Des déménagements sont d'ores et déjà engagés, et les inquiétudes sont réelles. A ce jour, aucun renfort n'est apporté aux salariés, qui se sont donnés à 200 %.

De plus, il apparaît que la Cité de la Musique est en train de réorganiser les contrats de travail en prévision de l'installation du nouvel établissement, mettant ainsi en péril les missions actuelles, notamment celles du Musée. Des postes sont perdus au niveau de cette entité. La Direction tente de mener des négociations individuelles avec les salariés afin d'éviter d'engager des négociations collectives. Les élus et le CE ne sont ainsi pas informés de tous les mouvements organisés en souterrain.

Un dernier point concerne l'engagement de la Ville de Paris dans le fonctionnement de la Philharmonie. Initialement, elle devait être impliquée à hauteur de 50 %, ce qui représente un investissement de 9 millions d'euros. D'après les dernières communications, il serait question de 2 à 5 millions d'euros, voire moins. Des informations doivent être communiquées le plus rapidement possible sur ce sujet.

M. Christopher MILES affirme que la Ministre porte un intérêt particulier à ce sujet. Des missions sont en cours sur la réalisation du chantier, dans des délais et des coûts permettant à l'Etat de tenir ses objectifs. La Cour des comptes a d'ailleurs formulé quelques interrogations et des réponses devront être apportées.

De plus, un travail sera engagé sur le sujet de la gouvernance. Dans un premier temps, il est nécessaire de clarifier la situation vis-à-vis de la Ville de Paris, puisqu'initialement, la gouvernance devait être partagée équitablement, avec la nécessité de traiter à côté l'établissement Cité de la Musique. Or, la Ville a annoncé son intention de ne pas être à parité sur la Philharmonie. Les discussions relatives au financement rejoignent celles de la gouvernance.

Si un établissement atypique est créé, il faudrait procéder avec du législatif et créer une catégorie nouvelle d'établissement. Ce véhicule législatif pourrait être la loi création patrimoine. Si l'équilibre diffère et si la gouvernance de la Ville de Paris n'est pas prépondérante, il sera possible de travailler à partir des textes existants.

Il importe donc de travailler sur une phase d'organisation afin d'identifier des solutions permettant la cohabitation entre les différentes entités, sans difficulté majeure et sans surcharge de travail. Le nombre d'emplois nouveaux devra être déterminé rapidement, l'Etat ayant déjà prévu les mesures nouvelles et un certain nombre d'emplois sur cet établissement.

M. Dominique PONSARD souligne que le champ des questions posées par les représentants du personnel est large. S'agissant du statut de l'établissement futur, dont l'ouverture est proche, il rappelle l'existence de l'association de préfiguration qui a porté le projet jusqu'à présent et qui continuera à travailler jusqu'à l'achèvement de cet immense chantier. Il importe de trouver la solution la mieux adaptée à la situation.

En parallèle, la Cité de la Musique est, pour cette année, appelée à mettre en œuvre la totalité de sa technicité et de son savoir-faire au profit de la première saison de la Philharmonie. Dans le cadre d'une collaboration entre les deux établissements, des éléments se mettent en place et 2015 donnera lieu à des évolutions.

Il importe de souligner le moment historique que représente l'ouverture d'un établissement tel que la Philharmonie. Il s'agit d'un outil exceptionnel, qui servira de référence technique dans le monde entier. Ce n'est pas un moment neutre dans la politique publique en faveur de la musique, et les professionnels de la musique peuvent mesurer ce que représente cet outil. Il est toutefois nécessaire également de reconnaître le travail accompli par les équipes et d'apporter des garanties quant au maintien des missions. Il est possible d'affirmer que toutes les missions seront conservées, y compris celles liées au musée. Le lieu changera, le nombre de concerts variera d'un établissement à l'autre, mais au niveau de la diffusion de la musique et au niveau pédagogique, les missions seront conservées.

Depuis plusieurs années, force est de constater que les publics sont toujours les mêmes. Grâce à des travaux d'activités pédagogiques et d'activités en direction de nouveaux publics, il sera possible de faire bouger les lignes, comme Beaubourg l'a fait dans le domaine des musées.

L'Etat a pris ses responsabilités en créant des postes, qui seront portés cette année par la Cité de la Musique. 25 créations nettes sont enregistrées en ETPT, puis des redéploiements d'agents seront réalisés, notamment les 16 agents inscrits sur l'association.

En termes de calendrier, une mission conjointe est actuellement menée avec la Ville de Paris afin de vérifier plusieurs points, dont la réalité des besoins. Il est nécessaire, par des comparaisons avec d'autres établissements par exemple, de s'intéresser au nombre d'agents véritablement nécessaires. Des éléments concrets et clairs pourront être apportés pour donner des garanties à toutes les parties sur le sérieux du travail et sur la façon professionnelle dont les différents sujets seront abordés pour calibrer les effectifs de ce nouvel établissement.

Cet établissement doit permettre à un nouveau public d'accéder à la musique. S'agissant de la Ville de Paris, il n'est pas possible de répondre à sa place. La part sensiblement plus basse qu'elle pourrait prendre dans le financement et le fonctionnement de la structure appellera une réflexion sur le statut juridique. Initialement, il était question de parité. Si tel ne devait pas

être le cas, un aménagement serait nécessaire et la Ville de Paris participerait à la hauteur de son apport.

Il s'agit donc d'une collaboration nouvelle entre l'Etat central et une grande ville sur un projet d'exception. Il peut exister des difficultés et des retards, comme dans toute grande aventure. La Direction de l'établissement devra être questionnée sur les points plus précis.

M. Damien PHILIPIDHIS (expert SUD-Culture solidaires) ne nie pas l'intérêt de ce nouvel équipement pour la vie musicale, notamment en termes du développement de la musique classique au profit des publics des banlieues. Il indique travailler au service pédagogique et être conscient de cet enjeu.

Actuellement, le musée perd trois postes et les conservateurs sont vent debout contre le fait de perdre le centre de documentation, sans lequel aucun musée ne peut fonctionner. Des problèmes se posent également à la technique où les contrats sont remodelés, sans aucune négociation collective.

Les syndicats sont très inquiets et le musée risque d'être le grand perdant de ce nouvel établissement. D'ores et déjà, le musée n'est plus en capacité de produire des expositions et est contraint de les acheter. De plus, le musée n'est jamais mentionné comme un pôle fort du nouvel établissement. Les salariés du musée sont donc très inquiets.

Il a été question du basculement des 16 postes de la préfiguration, mais en réalité, seuls 6 à 7 emplois pourraient être conservés. S'y ajoutent 25 nouveaux postes et 38 transferts de la salle Pleyel. Ces effectifs ne permettront pas de faire face à l'activité qui sera multipliée par 2, voire plus dans certains domaines.

M. Christopher MILES indique avoir pris note de toutes ces observations.

M. Vincent KRIER (CGT-Culture) rappelle que durant les travaux, le coût de la Philharmonie a été multiplié par deux et qu'il a été demandé à la Ville de Paris de suivre ces débordements financiers. De plus, l'Etat doit toujours 1,8 milliard d'euros à la Ville de Paris.

S'agissant de la question de la sécurisation des emplois, il n'est pas certain que le CE de la Cité de la Musique ait été consulté régulièrement. En outre, il est question de prêt de main-d'œuvre entre la Cité de la Musique et la Philharmonie. Si le CE n'a pas été consulté, il s'agit d'un délit d'entrave puni de 30 000 euros d'amende. Le Ministère de la Culture doit pouvoir communiquer sur ce sujet et préciser le nombre de convocations du CE, les ordres du jour et les avis de l'instance sur l'évolution des emplois et des niveaux de qualification.

M. Christopher MILES confirme que la Ville de Paris devra prendre en charge un certain nombre de frais et de transferts de coûts. Il ajoute que le complément de financement non pris en charge par la Ville pourrait être supporté par le Ministère. Il convient de souligner que le budget culturel de la Ville de Paris représente moins de 5 % de son budget total, contre 15 % pour les autres grandes villes. L'Etat paie donc la politique culturelle de la métropole parisienne.

Par ailleurs, il n'est pas question de prêt de main-d'œuvre. Il a seulement été dit que la Cité de la Musique servait de support à la création des emplois.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) rappelle la possibilité de faire jouer le droit d'alerte en cas d'inquiétudes extrêmes. Ce processus permet d'activer des leviers en termes

d'audit et des filets de sécurité en matière d'emplois. Le législateur a en effet prévu quelques systèmes progressistes.

M. Christopher MILES souligne qu'il assure la cotutelle de la Cité e la Musique avec la DGCA.

M. Dominique PONSARD indique que la question de la responsabilité exercée par la Cité de la Musique pour l'année 2015 est encadrée par la convention de coopération approuvée par les deux établissements. Cette situation est ainsi encadrée juridiquement par l'établissement et est transitoire. Lorsque l'établissement définitif sera constitué, le fonctionnement redeviendra normal.

M. Christopher MILES précise qu'il s'agit d'emplois qui auront cours en 2015. Une convention a été passée entre l'association de préfiguration et la Cité de la Musique, qui a été présentée au CE puis au Conseil d'administration de l'établissement. Pour la création des 25 emplois et le transfert des 38 emplois de la SAS Pleyel, il faudra que le CE soit consulté. Cette question sera traitée. Les organisations syndicales pourraient également être réunies pour aborder spécifiquement ce sujet.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) s'interroge sur le statut, qui pourrait être un établissement public national. Il a été question durant une période, dans la presse ou dans les instances, d'un EPCCF ou d'autres structures. Toutefois, il s'agit d'un équipement sous tutelle du Ministère et le statut retenu emportera un certain nombre d'éléments juridiques et sociaux pour les personnels concernés. Le CE de la Cité de la musique et celui de l'association de préfiguration (s'il y en a un) pourraient se réunir pour débattre de cette question très importante. Dans tous les cas, une négociation doit s'engager afin d'identifier les différentes missions et les personnels à qui elles seront confiées. Il importe de ne laisser personne sur le bas-côté.

M. Christopher MILES prend note de ces remarques.

Par ailleurs, M. Christopher MILES considère qu'il serait regrettable de ne passer qu'une heure sur le sujet de la GPEC et propose donc de reporter ce sujet qui a été longuement évoqué au sein du Ministère. Il rappelle qu'un exercice a été mené il y a quelques années afin de projeter le Ministère en 2030. Ce travail a impliqué différents décideurs et plusieurs personnes pouvant avoir une opinion sur l'avenir du Ministère, ainsi qu'un cabinet extérieur, et a abouti à une publication. Une projection du positionnement du Ministère en 2020 en a découlé, permettant notamment de projeter l'ensemble des politiques culturelles du Ministère. Sur cette base, saluée par plusieurs organisations syndicales, il semblait intéressant de présenter à nouveau ce travail, qui ouvrait quelques pistes de réflexion sur une GPEC.

Le Ministère devra se positionner par rapport à certaines contraintes dont il n'a pas forcément la maîtrise. L'évolution des métiers et des compétences doit permettre de ne plus subir les situations. Il apparaît aujourd'hui que les compétences scientifiques seront insuffisantes dans deux ou trois ans : il importe donc d'y travailler dès à présent.

Des questions se posent sur les compétences dont le Ministère ne dispose pas et sur la manière d'articuler celles qu'il faut chercher chez des contractuels, et celles que les agents peuvent acquérir. Il est indispensable de disposer de toute l'expertise nécessaire pour continuer à être impliqué dans les politiques culturelles. Dans un environnement international, les acteurs publics et privés évoluent, et il importe d'en tenir compte. Des outils concrets et un calendrier

pourraient être construits, à partir d'un diagnostic de ce qu'est actuellement le Ministère. Sur la base de la pyramide des âges, des agents, des métiers et des projections, il est possible d'identifier les grands axes de la politique RH à mettre en œuvre. L'objectif est ambitieux, mais quelques actions concrètes pourraient être proposées rapidement pour permettre d'aller plus loin dès 2015.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) en conclut qu'il n'existe aucune visibilité pour le Ministère, ce qui constitue un problème majeur. Elle considère qu'il s'agit d'un problème politique puisqu'il revient au politique d'offrir de la visibilité.

Le Premier Ministre affirme que la culture doit redevenir une priorité, mais ces paroles ne se concrétisent pas. Au contraire, le plus haut niveau de l'Etat contraint les services à travailler dans des conditions invraisemblables. Le Ministre doit être conscient des difficultés et des inquiétudes. Il est nécessaire de rencontrer les personnels des DRAC, très inquiets du devenir des ministères.

La CGT accepte le principe de co-construction, mais le rapport n'y fait que peu référence. L'endogamie administrative est très étonnante. Quelques personnels des DRAC et des collectivités sont impliqués dans le travail qui a été mené, mais dans une trop faible proportion. L'expertise des personnels existe à tous les niveaux et elle mérite d'être prise en compte.

Mme Valérie RENAULT (CGT-Culture) rappelle que ce CTM est le dernier de la mandature. Elle tient à remercier l'administration et les équipes pour le travail réalisé, malgré les faibles moyens mis à leur disposition.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) partage le point de vue de Valérie Renault sur l'approche méthodologique et la problématique de co-construction. Elle jugerait intéressant de travailler sur l'interministériel. En effet, si le Ministère de la Culture doit se positionner sur son avenir, il importe de le faire par rapport aux autres Ministères. Il existe une problématique de visibilité et il est indispensable d'élargir le spectre pour savoir comment travailler avec les autres Ministères. Les Directions générales doivent communiquer et travailler largement, ce qui n'est actuellement pas faisable.

M. Christopher MILES s'enquiert des entités à impliquer dans le travail. Il estime que dans un premier temps, la GPEC doit se construire en interne.

Mme Anne-Claire ROCTON (CFDT-Culture) explique que le travail doit porter sur la réorganisation de l'Etat, avec les autres Ministères, mais également avec l'Europe. Tout est trop morcelé et il est nécessaire de mieux s'organiser pour être pertinent sur 2020 ou 2030. Trop séquencer empêche d'instaurer un fonctionnement probant.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) souligne que le rapport a été commandé et produit dans une période politique particulièrement difficile pour le Ministère. La GPEC est réclamée depuis longtemps par les organisations syndicales et ce sujet sera abordé dans le cadre de la nouvelle mandature. En revanche, il était demandé un agenda social et s'il est faux de dire qu'aucun dialogue n'a été engagé, les résultats concrets pour les agents sont bien minces.

Par ailleurs, il était question des discussions engagées sur les politiques de contenu et sur la nécessité d'y associer toutes les parties. Une vision hiérarchique ne saurait en effet être suffisante. Les organisations syndicales voulaient aborder tous ces sujets, mais ces échanges n'ont

pas été engagés, si ce n'est de manière parcellaire et dans des conditions très difficiles. Certains sujets ont avancé, mais les résultats sont insuffisants. Il est donc troublant de voir réapparaître ce rapport, même s'il est nécessaire d'associer une vision à court et long terme avec la GPEC et l'évolution des métiers et des compétences.

M. Franck GUILLAUMET (CGT-Culture) remercie également les équipes pour le travail accompli.

Mme Cécilia RAPINE (CFDT-Culture) remercie les camarades des autres organisations syndicales, même si le dialogue n'a pas toujours été simple, ainsi que l'administration et les représentants du cabinet. Les agents du SRH méritent également d'être remerciés, car ils ne sont pas toujours soutenus par les politiques.

Monsieur CHANTEPIE souligne le travail réalisé en termes de statistiques et de réflexion pour définir les enjeux auxquels le Ministère sera confronté. La synthèse ne reprend pas tous les éléments, et le détail apparaît dans le rapport complet. Il est bénéfique que ce document soit abordé, car s'il peut être utilisé pour la GPEC, son usage peut être beaucoup plus large.

M. Christopher MILES se joint aux remerciements formulés vis-à-vis des services, notamment ceux qui sont souvent exposés aux critiques. Il affirme les défendre. Il remercie les élus pour le travail accompli durant la mandature.

La séance est levée.

Mme Claire CHERIE	M. Christopher MILES	M. Frédéric MAGUET (SNAC-FSU)
Secrétaire de la séance	Président de la séance	Secrétaire adjoint de la séance